

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU PAYS DE MARTIGUES

Date de Publication : 01/06/2017

N° : 2017/28

SOMMAIRE

↳ **Délibérations du 2 février 2017**

Page 3

↳ **Délibérations du 23 mars 2017**

Page 13

Les Délibérations
Conseil du 2 février 2017

METROPOLE AIX-MARSEILLE-
PROVENCE

Conseil de Territoire du Pays de
Martigues

SEANCE DU 2 FEVRIER 2017

Etaient présents :

Mme Béatrice **ALIPHAT**, M. Henri **CAMBESSÉDÈS**, M. Marc **DEPAGNE**, M. Jean-Luc **DI MARIA**, Mme Françoise **EYNAUD**, Mme Patricia **FERNANDEZ-PEDINIELLI**, M. René **GIORGETTI**, Mme Béatrice **GIOVANELLI**, Mme Eliane **ISIDORE**, Mme Nathalie **LEFEBVRE**, M. Jean-Pierre **MUTERO**, Mme Rose-Marie **QUAGLIATA**, M. Florian **SALAZAR-MARTIN**, Mme Evelyne **SANTORU-JOLY**

Excusés avec pouvoir

M. Gaby **CHARROUX** - Pouvoir donné à M. Henri **CAMBESSÉDÈS**
Mme Sophie **DEGIOANNI** - Pouvoir donné à Mme Eliane **ISIDORE**
M. Robert **OLIVE** - Pouvoir donné à Mme Nathalie **LEFEBVRE**
Mme Virginie **PEPE** - Pouvoir donné à M. Jean-Luc **DI MARIA**
M. Jean-Jacques **LUCCHINI** - Pouvoir donné à Mme Françoise **EYNAUD**
Mme Régine **PERACCHIA** - Pouvoir donné M. Florian **SALAZAR-MARTIN**
M. Stéphane **DELAHAYE** - Pouvoir donné M. Marc **DEPAGNE**

Excusés sans pouvoir

M. Stéphane **DIDERO**
M. Emmanuel **FOUQUART**

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales Madame **FERNANDEZ-PEDINIELLI Patricia** a été désignée **secrétaire de séance**, et ceci à l'unanimité des membres présents

Biodiversité – Demande de subvention pour la création de la Réserve Naturelle Régionale du Pourra

Rapporteur : M. Henri CAMBESSÉDÈS

Monsieur le Président du Conseil de Territoire soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

Depuis les années 2000, le Conservatoire du Littoral intervient sur le Pays de Martigues afin de préserver les espaces littoraux des communes en complément de la politique communale. Dans sa stratégie d'acquisition il est propriétaire de 287 hectares sur les communes de Saint-Mitre-les-Remparts et de Port-de-Bouc, dont l'Étang du Pourra, espace naturel d'une qualité écologique et paysagère remarquable.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, compétente en matière de protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie s'est engagée dans la gestion de l'Étang du Pourra par délibération n° 2011-139.

Au titre de la délibération n° HN 157-288/16 de la Métropole d'Aix Marseille Provence, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues assure la continuité de l'exercice de la compétence des actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager.

Les orientations de gestion du site fixées dans le plan de gestion s'articulent autour de :

- la protection de la biodiversité et du paysage remarquables du site,
- la valorisation du site dans le respect de l'équilibre écologique des habitats et des espèces,
- l'intégration des activités humaines afin de réduire leur impact sur le milieu naturel et l'exemplarité sur le plan environnemental,
- le système de management du site.

En 2012, la Région et le Conservatoire du Littoral souhaitent que le site du Pourra soit classé en Réserve Naturelle Régionale. Nouvellement gestionnaire, le Pays de Martigues a préféré attendre un retour d'expérience dans la gestion conservatoire afin de répondre favorablement à cette demande.

Après quatre années de gestion de l'étang du Pourra et un bilan satisfaisant au regard des partenaires - la Région, le Département ainsi que les communes - le Conservatoire du Littoral en tant que propriétaire et la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant que gestionnaire s'engagent à nouveau dans la réflexion de classement du Pourra en Réserve Naturelle Régionale.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues doit faire appel à un prestataire extérieur pour accompagner la conduite de la démarche et les études préalables nécessaires au dépôt de dossier de création de la Réserve Naturelle Régionale.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues sollicite la Région PACA pour soutenir la démarche

de classement du Pourra en Réserve Naturelle Régionale.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de la Région PACA susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférents.

Le cout prévisionnel de cette étude est estimé à 25 000 euros TTC.

Le plan de financement prévisionnel de cette étude est le suivant :

ORGANISME SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conservatoire du Littoral- Région- Département Dotation exceptionnelle Convention tripartite	20%	5 000 euros T.T.C
Conseil Régional Provence-Alpes- Côte d'Azur « Politique régionale des Réserves Naturelles Régionales »	40%	10 000 euros T.T.C
Métropole Aix-Marseille- Provence	40%	10 000 euros T.T.C

Par délibération n°2016-040, le Conseil de Territoire a sollicité le Conseil Départemental et la Région pour une participation financière à la programmation annuelle de la gestion du Pourra, au titre de la convention tripartite pour la gestion des espaces naturels du Conservatoire du Littoral.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 157-288/16 du 28 avril 2016 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;

- La délibération n°2011-139 du Conseil Communautaire en date du 12 décembre 2011 approuvant la convention de gestion entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues et le Conservatoire du Littoral ;
- La convention 2013-2017 pour la gestion et la mise en valeur des propriétés du Conservatoire du Littoral dans le Département des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n°2016-040 du Conseil de Territoire du Pays de Martigues en date du 12 décembre 2016 approuvant le programme annuel de gestion.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Article 1 :

Pour la réalisation de cette étude, Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues est autorisé à solliciter une aide financière d'un montant de 10 000 euros auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur au titre de sa politique régionale des Réserves Naturelles Régionales, et à signer tout document y afférent.

Article 2 :

La recette correspondante est inscrite au Budget Primitif 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Nature 7472 - Fonction 762.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

N° 2017-002

Site archéologique de Saint-Blaise – Demande de subvention auprès de l'État, Ministère de la Culture et de la Communication pour la réalisation de fouilles archéologiques

Rapporteur : M. Henri CAMBESSÉDÈS

Monsieur le Président du Conseil de Territoire soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la compétence relative au site archéologique de Saint-Blaise sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, un programme de fouille est engagé depuis 2014 autour de la chapelle romane de Saint-Blaise.

Pour la quatrième année consécutive, il est envisagé de poursuivre ces fouilles du 12 juin au 13 juillet 2017 qui permettront de terminer cette opération afin d'intégrer les découvertes dans le programme d'aménagement du site.

Cette subvention permettra de financer la partie fonctionnement des fouilles dont l'hébergement, les déplacements et la nourriture des bénévoles fouilleurs.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de l'État –

Ministère de la Culture et de la Communication – susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférents.

Le cout prévisionnel de la partie fonctionnement des fouilles est estimé à 3 000 euros TTC.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

ORGANISME SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
DRAC	67%	2 000 euros T.T.C
Métropole Aix-Marseille-Provence	33%	1 000 euros T.T.C

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère :

Article 1 :

Pour la réalisation du programme de fouille autour de la chapelle romane du Site archéologique de Saint-Blaise, Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues est autorisé à solliciter une aide financière d'un montant de 2 000 euros auprès de l'État – Ministère de la Culture et de la Communication, et à signer tout document y afférent.

Article 2 :

La recette correspondante est inscrite au Budget Primitif 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Nature 7471 - Fonction 01.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

Santé – Forum Santé Travail – Projection-Débat de lancement officiel Prise en charge des frais de projection, de déplacement et d'hébergement des intervenants

Rapporteur : Mme Françoise EYNAUD

Monsieur le Président du Conseil de Territoire soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la délégation au Conseil de territoire du Pays de Martigues en date du 17 mars 2016 des attributions en matière de santé au titre des compétences facultatives antérieurement transférées à la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, le Pays de Martigues anime les politiques contractuelles d'intérêt communautaire dont le Contrat local de santé.

Le Plan d'action triennal du Contrat Local de Santé du Pays de Martigues signé le 20 février 2015 entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, l'État, l'Agence Régionale de Santé et le Centre Hospitalier de Martigues, fixe parmi ses objectifs prioritaires de développer la connaissance, réduire les risques et prendre en charge les pathologies liées au travail. Il inclut à ce titre dans sa programmation l'organisation par le Conseil de territoire d'un forum santé-travail les 9 et 10 mars 2017, associant de nombreux partenaires institutionnels et associatifs, valorisant les engagements respectifs et favorisant les collaborations en matière de santé au travail dans les champs de la prévention, du développement de la connaissance des risques et des pathologies, du dépistage précoce et de l'accompagnement des malades.

Son lancement officiel intègre la projection d'un film documentaire, Les Sentinelles, rendant hommage aux combats du toxicologue Henri PEZERAT et aux salariés lanceurs d'alerte, suivi d'un débat en présence de son réalisateur Pierre PEZERAT et d'Annie THEBAUD-MONY, directrice de recherche honoraire INSERM, sociologue de la santé, spécialiste des cancers professionnels, pour lesquels les frais de déplacement et d'hébergement sont estimés à un montant maximum de 800 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 016-018/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation de compétences du

Conseil de la Métropole au Conseil de territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts ;

- La signature du Plan d'action du Contrat local de santé du Pays de Martigues le 20 février 2015 entre l'État, l'Agence régionale de santé, le Centre hospitalier de Martigues et la Communauté d'agglomération du Pays de Martigues.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Que le caractère structurant et prioritaire du forum santé-travail organisé par le Conseil de territoire au titre du Contrat local de santé et la portée de la projection-débat programmée lors de son lancement officiel le 9 mars 2017

Que les frais de projection, d'hébergement et de restauration sont pris en charge par l'organisateur selon les justificatifs produits par les intervenants

Délibère :

Article 1 :

Le Conseil de territoire décide de prendre en charge les droits de location et de diffusion du film documentaire, Les Sentinelles, selon un forfait de 250,00 euros HT auprès de Destiny Films

Article 2 :

Le Conseil de territoire décide de rembourser les frais de déplacement Paris-Martigues-Paris et d'hébergement selon les justificatifs produits par les intervenants invités à la projection-débat :

- Madame Annie THEBAUD-MONY, directrice de recherche honoraire INSERM, sociologue de la santé, spécialiste des cancers professionnels
- Monsieur Henri PEZERAT, réalisateur du film documentaire, Les Sentinelles

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

Avis n° 2017-001

Approbation des opérations de parc relais La Boiserie (Marseille), Les Trois Pigeons (Aix-en-Provence), Gardanne, Pertuis, Trets et Martigues, de leur plan de financement prévisionnel, des montants FEDER sollicités, de leurs délais de réalisation

Rapporteur : M. Henri CAMBESSÉDÈS

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence poursuit une politique de développement de l'usage des transports en commun et de réduction de la part de l'automobile individuelle dans l'ensemble des déplacements. Pour faciliter et inciter à un transfert modal, la Métropole développe et réalise des pôles d'échanges multimodaux accompagnés de parcs relais.

Ces derniers sont des parcs de stationnement de voitures particulières accolés à des gares routières ou ferroviaires, situés près de points nodaux des réseaux routiers ou autoroutiers avec un point d'accès au réseau de transport public interurbain et urbain, routier et ferroviaire.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du fonds structurel FEDER de l'Union Européenne et de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans le cadre de l'appel à projet conjoint FEDER Région Provence-Alpes-Côte d'Azur « Parc relais visant une augmentation de l'utilisation des transports en commun », dans le contexte du programme opérationnel FEDER-FSE géré par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, plus particulièrement la Priorité d'Investissement 4e de l'Objectif Thématique 4 « Favoriser la promotion d'une mobilité urbaine multimodale durable et des mesures d'adaptation au changement climatique destinées à l'atténuer ».

Cet appel à projet s'inscrit dans un double cadre opérationnel : celui des fonds européens et celui du programme régional de développement et de coordination des transports collectifs. Il vise, prioritairement la réalisation de parkings de rabattement vers les transports en commun (parcs relais inclus dans des pôles d'échanges multimodaux).

Le taux de financement maximum du FEDER est de 50 % du coût éligible.

Le taux de cofinancement maximum de la Région est de 10 % du coût total éligible, 20 % si l'intermodalité visée concerne un réseau de transport régional, éventuellement départemental si la mise en service est postérieure à 2017.

Les opérations subventionnées par le FEDER et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre de cet appel à projet peuvent faire l'objet d'un commencement d'exécution, mais ne doivent pas être achevées à la date de dépôt du dossier. La durée de réalisation physique du projet ne peut excéder 36 mois.

La date limite de dépôt des dossiers est le 6 février 2017.

Les services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont identifié 6 projets de parcs relais qui satisferaient aux critères d'éligibilité de cet appel à projet :

- 2 parcs relais connectés à une gare ferroviaire :
Gardanne,
Pertuis ;
- 4 parcs relais connectés à une gare routière ou un pôle de transport urbain :
Aix-en-Provence : Les Trois Pigeons/Palais des Sports,
Marseille : La Boiserie (tramway),
Martigues : Hôtel de ville,
Trets.

L'appel à projet exige que soient précisés pour chaque projet, le plan de financement prévisionnel (en euros HT), les montants FEDER et Région sollicités, le délai de réalisation.

1. Aix-en-Provence : Pôle d'échanges des Trois Pigeons/Palais des Sports :
- Plan de financement prévisionnel :
FEDER : 1 103 250 euros
Région : 220 650 euros
Métropole d'Aix-Marseille-Provence : 1 676 100 euros
Total opération : 3 000 000 euros
- Montants FEDER/Région sollicités : 1 323 900 euros
- Délai de réalisation : de mars 2015 à octobre 2017, soit 31 mois.
2. Gardanne : Pôle d'échanges multimodal de la gare
- Plan de financement prévisionnel :
FEDER : 3 535 500 euros
Région : 1 414 200 euros
Conseil départemental 13 : 4 068 000 euros
Métropole d'Aix-Marseille-Provence : 4 542 300 euros
Total opération : 13 560 000 euros
- Montants FEDER/Région sollicités : 4 949 700 euros
- Délai de réalisation : de décembre 2016 à décembre 2018, soit 24 mois.
3. Marseille : Parc relais de La Boiserie (XIIème) :
- Plan de financement prévisionnel :
FEDER : 1 950 000 euros
Région : 633 333 euros
Etat (fonds de soutien investissement local) : 1 849 966 euros
AMP métropole : 1 900 034 euros
Total opération : 6 333 333 euros
- Montants FEDER/Région sollicités : 2 583 333 euros
- Délai de réalisation : de juillet 2016 à Avril 2019, soit 34 mois.
4. Martigues : Pôle d'échanges de Martigues – Hôtel de Ville

- Plan de financement prévisionnel :
 FEDER : 900 000 euros
 Région : 180 000 euros
 Grenelle 3 : 522 000 euros
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence : 1 668 000 euros
 Total opération : 3 270 000 euros
 - Montants FEDER/Région sollicités : 1 080 000 euros
 - Délai de réalisation : de juillet 2016 à octobre 2018, soit 28 mois.

5. Pertuis : Pôle d'échanges multimodal de la gare

- Plan de financement prévisionnel :
 FEDER : 2 150 000 euros
 Région : 860 000 euros
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence : 1 290 000 euros
 Total opération : 4 300 000 euros
 - Montants FEDER/Région sollicités : 3 010 000 euros
 - Délai de réalisation : d'octobre 2014 à septembre 2017, soit 35 mois.

6. Trets : Pôle d'échanges multimodal

- Plan de financement prévisionnel :
 FEDER : 579 000 euros
 Région : 115 800 euros
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence : 1 005 200 euros
 Total opération : 1 700 000 euros
 - Montants FEDER/Région sollicités : 694 800 euros
 - Délai de réalisation : de janvier 2016 à mars 2018, soit 27 mois.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Règlement délégué (UE) n° 240/2014 de la Commission du 7 janvier 2014 relatif au code de conduite européen sur le partenariat dans le cadre des Fonds structurels et d'investissement européens ;
- Le Règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;
- L'Accord de Partenariat adopté par la Commission européenne le 4 août 2014 ;

- Le Décret n°2014-580 du 3 juin 2014 fixant les conditions dans lesquelles l'Etat confie la gestion de tout ou partie des fonds européens soit en qualité d'autorité de gestion soit par délégation de gestion pour la période 2014-2020 ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Approbation des opérations de parc relais La Boiserie (Marseille), Les Trois Pigeons (Aix-en-Provence), Gardanne, Pertuis, Trets et Martigues, de leur plan de financement prévisionnel, des montants FEDER sollicités, de leurs délais de réalisation.

Emet un avis favorable sur l'approbation de la réalisation, du plan de financement prévisionnel, des montants FEDER sollicités, des délais de réalisation pour 6 projets de parcs relais situés sur le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

7. Aix-en-Provence - Les Trois Pigeons/Palais des Sports,
8. Gardanne,
9. Marseille - La Boiserie,
10. Martigues,
11. Pertuis,
12. Trets,

Emet un avis favorable sur la sollicitation des aides financières auprès du fonds structurel FEDER de l'Union Européenne et de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans le cadre de l'appel à projet conjoint FEDER/Région Provence-Alpes-Côte d'Azur 2016 « Parc relais visant une augmentation de l'utilisation des transports en commun », ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent.

La recette correspondante sera constatée au Budget Annexe « Transport » de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Section d'investissement – Nature : 1317 Budget communautaire et fonds structurels.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

URBANISME ET AMENAGEMENT

Avis n° 2017-002

Approbation de l'avenant N°1 au compromis de vente des parcelles de terrains comprises dans la zone d'activités des Étangs sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts à la société CJW Développement

Rapporteur : Mme Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence, par délibération du 19 septembre 2016 N°URB 008-866/16/CM, a approuvé la vente des parcelles de terrain à la société CJW Développement, société civile de construction vente représentée par Monsieur Guillaume PELATAN de la SAS WHITESTONE, du lot 50 de la ZAC des Étangs reconnue d'intérêt communautaire le 11/07/2006, sise sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts. Ce lot comprend les parcelles cadastrées AO 53, AO 58, AO 59, AO 62, AO 63, AO 64, AO 69, AO 70 à AO 73, AO 75 à AO 77, AO 238, AO 243, AO 244, AO 250 et AO 253 d'une superficie totale de 11 574 m² et d'une surface de plancher maximum fixée à 4 500 m² au prix de 902 772 euros TTC soit 65 euros/m² HT.

Afin de permettre à la société CJW Développement de finaliser les accords avec les enseignes désireuses de s'implanter dans la zone, il a été décidé en accord entre les parties d'établir un avenant N°1 au compromis de vente du 20 octobre 2016, reportant la date de validité du compromis de vente et de signature de l'acte authentique prévue le 31 décembre 2016 au 30 juin 2017.

Les autres conditions du compromis de vente non visées par le présent avenant N°1 restent inchangées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la commission urbanisme et aménagement du 3 Février 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Emet un avis favorable sur l'approbation de l'avenant n°1 au compromis de vente du 20 octobre 2016 reportant la date de validité du compromis de vente et de signature de l'acte authentique prévue le 31 décembre 2016 au 30 juin 2017.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

Avis n° 2017-003

Modification de la convention constitutive d'un groupement de commandes entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le Grand Port Maritime de Marseille pour la réalisation d'un schéma directeur d'aménagement et de développement des rives Nord du chenal de Caronte.

Rapporteur : Mme Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les rives Nord du chenal de Caronte, situées sur les communes de Martigues et de Port-de-Bouc, concentrent des enjeux de grande importance pour le Pays de Martigues, le Grand Port Maritime de Marseille et, au-delà, pour l'espace métropolitain. Ce site historique d'implantation d'activités industrielles et portuaires constitue aujourd'hui un espace en mutation.

De nombreux projets de nature et d'objet différents prennent place sur ce site en devenir. Il est important qu'une réflexion globale prenant en compte l'ensemble des problématiques et les différentes logiques d'acteurs puissent s'exprimer.

Dans ce cadre, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le Grand Port Maritime de Marseille ont souhaité réaliser conjointement un schéma directeur d'aménagement et de développement des rives Nord du chenal de Caronte.

Ainsi, par délibération n° URB 032-1112/16/CM du 17 octobre 2016, le Conseil Métropolitain a approuvée une convention constitutive d'un groupement de commande entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le Grand Port maritime de Marseille pour assurer la réalisation de cette étude.

Cette convention, suite à des ajustements, doit être modifiée pour ce qui concerne l'enveloppe financière qui avait été estimée pour la réalisation de l'étude.

L'enveloppe financière prévisionnelle, précédemment estimée à 100 000 euros TTC, est réévaluée à 90 000 euros TTC, pour la répartition suivante :

- 45 000 euros TTC pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence (soit 50%)

- 25 000 euros TTC pour le Grand Port Maritime de Marseille (soit environ 27,8%)
- 10 000 euros TTC pour la Caisse des Dépôts et Consignations (soit environ 11,1%)
- 10 000 euros TTC pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (soit environ 11,1%)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

13. Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
14. Le Code de l'Urbanisme ;
15. La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration ;
16. La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
17. La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
18. Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
19. Le Décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
20. L'avis de la commission urbanisme et aménagement du 3 Février 2017 ;
 - La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Emet un avis favorable sur l'approbation de la modification de la convention constitutive d'un groupement de commandes entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et le Grand Port Maritime de Marseille.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

EMPLOI, FORMATION PROFESSIONNELLE, INSERTION

Avis n° 2017-004

Demande de subventions à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi des Territoires du Pays d'Aix et du Pays de Martigues

Rapporteur : M. Henri CAMBESSÉDÈS

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de leurs compétences en matière d'emploi, formation et insertion le territoire du Pays d'Aix et le territoire du Pays de Martigues fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, ont soutenu depuis plusieurs années, la création et le renouvellement des Plan Locaux pour l'Insertion et l'Emploi.

Depuis le 1^{er} janvier 2013, les protocoles 2013-2017 des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, signés par la DIRECCTE Provence-Alpes-Côte d'Azur Service Europe pour le Fonds Social Européen, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône constituent le cadre d'intervention de l'animation territoriale conduite dans le cadre de ces dispositifs.

Cofinancés par les partenaires signataires, les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi bénéficient de financements européens dans le cadre du Programme Opérationnel National 2014-2020 Emploi et Inclusion au titre de l'axe 3.

Les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi s'inscrivent dans le Cadre de Référence Stratégique National de la France.

Ce cadre définit les orientations stratégiques pour contribuer à la politique de cohésion économique et sociale financée par les fonds structurels européens, dont le Fonds Social Européen.

Les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi sont un des instruments inscrits dans l'orientation stratégique du soutien de l'emploi, de la valorisation du capital humain et de l'inclusion sociale.

Cinq des sept priorités de cette orientation stratégique concernent les PLIE :

- Contribuer à l'adaptation des travailleurs et des entreprises aux mutations économiques,
- Améliorer l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi,
- Renforcer la cohésion sociale et lutter contre les discriminations pour l'inclusion sociale,
- Investir dans le capital humain (formation et adaptation pédagogique aux publics PLIE),
- Développer des partenariats et la mise en réseau pour l'emploi et l'inclusion.

La loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998, relative à la lutte contre les exclusions précise que le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté.

A ce titre, le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi a pour fonction non seulement d'être une plate-forme partenariale au sein de laquelle se coordonnent les programmes et les actions en matière d'emploi et d'insertion, mais aussi d'individualiser les parcours d'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi.

Dans ce cadre, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sollicite le renouvellement de la subvention de fonctionnement du Conseil Régional à hauteur de 50 000 euros au titre des actions relations avec le monde économique et mise en œuvre de la clause sociale pour le PLIE du Pays d'Aix et à hauteur de 40 500 euros au titre de la fonction ingénierie de projet pour le PLIE du Pays de Martigues.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions et la circulaire DGEFP 99-40 du 21 décembre 1999 précisant que le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La Commission Emploi, Formation professionnelle, Insertion du 30 janvier 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Emet un avis favorable sur la sollicitation deux subventions pour l'année 2017 d'un montant global de 90 500 euros auprès de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre des Plans locaux pour l'Insertion et l'Emploi du Pays d'Aix à hauteur de 50 000 euros et du Pays de Martigues à hauteur de 40 500 euros conformément aux dossiers de demandes de subventions

La recette de 90 500 euros est affectée en recette de fonctionnement au chapitre 74 Nature 7472 du budget de la Métropole 2017

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

DECISIONS PRISES PAR LE PRÉSIDENT PAR DÉLÉGATION DE POUVOIR DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Décision n°2017-001 du 10 janvier 2017 - Association COSENS – Approbation et signature de la convention relative à la mise à disposition des locaux de la Maison de la Formation et de la Jeunesse

Décision n°2017-002 du 10 janvier 2017 - Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône – Approbation et signature de la convention relative à la mise à disposition des locaux de la Maison de la Formation et de la Jeunesse

Décision n°2017-003 du 10 janvier 2017 - Association Accès Conseil – Approbation et signature de la convention relative à la mise à disposition des locaux de la Maison de la Formation et de la Jeunesse

Décision n°2017-004 du 10 janvier 2017 - Centre d'Information et de Recrutement de Marseille-Gendarmerie – Approbation et signature de la convention relative à la mise à disposition des locaux de la Maison de la Formation et de la Jeunesse

Décision n°2017-005 du 10 janvier 2017 - Université Aix-Marseille – Approbation et signature de la convention relative à la mise à disposition des locaux de la Maison de la Formation et de la Jeunesse

Les Délibérations
Conseil du 23 mars 2017

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire du Pays de Martigues

SEANCE DU 23 MARS 2017

Etaient présents :

Mme Béatrice **ALIPHAT**, M. Henri **CAMBESSÉDÈS**, M. Gaby **CHARROUX**, M. Stéphane **DELAHAYE**, M. Marc **DEPAGNE**, M. Stéphane **DIDERO**, Mme Françoise **EYNAUD**, Mme Patricia **FERNANDEZ-PEDINIELLI**, M. Emmanuel **FOUQUART**, M. René **GIORGETTI**, Mme Béatrice **GIOVANELLI**, Mme Eliane **ISIDORE**, Mme Nathalie **LEFEBVRE**, M. Jean-Jacques **LUCCHINI**, M. Jean-Pierre **MUTERO**, Mme Virginie **PEPE**, Mme Rose-Marie **QUAGLIATA**.

Excusés avec pouvoir

Mme Sophie **DEGIOANNI** - Pouvoir donné à M. Henri **CAMBESSÉDÈS**
M. Jean-Luc **DI MARIA** - Pouvoir donné à Mme Virginie **PEPE**
M. Robert **OLIVE** - Pouvoir donné à M. Stéphane **DELAHAYE**
Mme Régine **PERACCHIA** - Pouvoir donné Mme Eliane **ISIDORE**
M. Florian **SALAZAR-MARTIN** - Pouvoir donné M. Gaby **CHARROUX**
Mme Evelyne **SANTORU-JOLY** - Pouvoir donné Mme Patricia **FERNANDEZ-PEDINIELLI**

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales Madame **EYNAUD Françoise** a été désignée **secrétaire de séance**, et ceci à l'unanimité des membres présents

**Attribution d'une subvention pour l'année 2017
à l'association Groupement des Entreprises
Ouest Étang de Berre.**

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire,
soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibérations du Conseil de la Métropole n° HN157-28/04/16/CM du 28 avril 2016 et FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, les subventions sont décidées par les Conseils de Territoire dans l'exercice des compétences qui leur ont été déléguées par le Conseil de la Métropole.

L'association Groupement des Entreprises Ouest Étang de Berre fédère les entreprises de l'ensemble des zones d'activités du Pays de Martigues. En tant que tête de réseau de ces entreprises, le Groupement des Entreprises Ouest Étang de Berre aide à la formation et à l'insertion professionnelle des jeunes et des demandeurs d'emploi, en lien avec les dispositifs d'insertion et d'emploi présents sur le territoire.

Le G.E.O.E.B. porte et développe des actions dans les domaines suivants :

- Promotion de l'apprentissage et de la formation professionnelle, développement du parrainage vers l'emploi des jeunes auprès des adhérents du Groupement des Entreprises Ouest Étang de Berre en partenariat avec la Mission Locale.

- Développement d'un partenariat avec le Comité Local École-Entreprise et les lycées locaux pour la promotion de la formation professionnelle.
- Organisation de l'Agora du business, rencontre entre les grands donneurs d'ordre et les PME-PMI du territoire pour favoriser le développement économique.
- Participation à la réflexion sur les projets de développement économique du territoire
- Animation des zones d'activités du territoire.

L'association prévoit de poursuivre ces actions pour l'année 2017.

Dans ce cadre, afin de permettre à l'association Groupement des Entreprises Ouest Étang de Berre de poursuivre ses missions, il est proposé de lui accorder une subvention d'un montant de 9 000 euros au titre de l'exercice 2017.

Il est précisé que les modalités de versement de cette subvention se feront conformément au Règlement budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN-021-049/16/CM en date du 07 avril 2017,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 157-28/04/16/CM en date du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-Les-Remparts,
- La délibération n°HN 021-049/16/CM en date du 07 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier,
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM en date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire,
- Vu la présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations,

Où le rapport ci-dessus,

**Entendue les conclusions du Commissaires
Rapporteur**

Délibère :

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 9 000 euros à l'association Groupement des Entreprises Ouest Étang de Berre au titre de l'exercice 2017 qui sera versée conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN 021-049/16/CM en date du 07 avril 2016.

Article 2 :

Est approuvée la convention définissant les conditions d'octroi de cette subvention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues – Nature 6574-Fonction 62.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS
ET REPRÉSENTÉS**

**Attribution d'une subvention de fonctionnement
Association Pour l'Organisation du Réseau de
proximité Santé précarité – Exercice 2017.**

Rapporteur : Mme Françoise EYNAUD

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du
Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire
le rapport suivant :

Par délibérations du Conseil de la Métropole n°
HN157-28/04/16/CM du 28 avril 2016 et
FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du
30 juin 2016, les subventions sont décidées par les
Conseils de Territoire dans l'exercice des
compétences qui leur ont été déléguées par le
Conseil de la Métropole.

L'Association Pour l'Organisation du Réseau de
proximité Santé précarité coordonne un réseau de
professionnels médicaux, sociaux et éducatifs du
territoire du Pays de Martigues autour des questions
de santé mentale et précarité. Elle anime pour ce
faire des commissions visant à mobiliser les
professionnels autour de réflexions partagées et de
projets d'actions favorisant l'amélioration du
repérage et de la prise en charge pluridisciplinaires
des publics concernés, l'éducation à la santé
mentale auprès des professionnels de proximité et
des habitants, et la lutte contre la stigmatisation.

Cette mission s'inscrit pleinement dans le volet
santé mentale du Plan d'action du Contrat Local de
Santé 2014-2016 signé le 20 février 2015 entre la
Communauté d'Agglomération du Pays de
Martigues, fusionnée depuis le 1^{er} janvier 2016 au
sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'État,
l'Agence Régionale de Santé et le Centre
Hospitalier de Martigues et participe aux objectifs du
Conseil local de santé mentale du Pays de
Martigues conformément à la convention de
fonctionnement signée le 3 décembre 2015.

Dans ce cadre, afin de permettre à l'Association
Pour l'Organisation du Réseau de proximité Santé
précarité de poursuivre ses missions, il est proposé
de lui accorder une subvention d'un montant de 10
000 euros au titre de l'exercice 2017.

Il est précisé que les modalités de versement de
cette subvention se feront conformément au
Règlement budgétaire et Financier approuvé par
délibération n°HN-021-049/16/CM en date du
07 avril 2017,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer
au Conseil de Territoire de prendre la délibération
ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités
Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de
modernisation de l'action publique
territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant
nouvelle organisation territoriale de la
République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015
relatif à la création de la Métropole Aix-
Marseille-Provence ;

- La délibération n°HN 157-28/04/16 CM du
Conseil de la Métropole du 28 avril 2016
portant délégation de compétences du
Conseil de la Métropole au Conseil de
territoire de Martigues, Port-de-Bouc,
Saint-Mitre-les-Remparts ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM en
date du 07 avril 2016 approuvant le
Règlement Budgétaire et Financier,
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM en
date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de
subventions aux associations par les
Conseils de territoire,
- Vu la présentation en Commission en
charge du suivi et de la cohérence des
subventions accordées aux associations,

Où le rapport ci-dessus,

**Entendue les conclusions du Commissaires
Rapporteur**

Considérant

21. Que le caractère structurant de la mission
de l'Association Pour l'Organisation du
Réseau de proximité Santé précarité et son
rôle important dans la mise en œuvre
d'engagements pris en matière de santé
mentale par le Pays de Martigues,

Délibère :

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention de
10 000 euros à l'Association Pour l'Organisation du
Réseau de proximité Santé précarité au titre de
l'exercice 2017 qui sera versée conformément au
Règlement Budgétaire et Financier approuvé par
délibération n°HN 021-049/16/CM en date du 07
avril 2016.

Article 2 :

Est approuvée la convention définissant les
conditions d'octroi de cette subvention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017
de la Métropole Aix-Marseille Provence – État
Spécial du Territoire du Pays de Martigues – Nature
6574- Fonction 4101.

Article 4:

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est
autorisé à prendre toutes dispositions et à signer
tous documents et actes concourant à la bonne
exécution de la présente délibération.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS
ET REPRÉSENTÉS**

Attribution d'une subvention de fonctionnement au Réseau Santé Ouest Etang de Berre- Exercice 2017

Rapporteur : Mme Françoise EYNAUD

Monsieur le Président du Conseil de Territoire soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

Par délibérations du Conseil de la Métropole n° HN157-28/04/16/CM du 28 avril 2016 et FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, les subventions sont décidées par les Conseils de Territoire dans l'exercice des compétences qui leur ont été déléguées par le Conseil de la Métropole.

Dans ce cadre, le Conseil du Territoire du Pays de Martigues organise, soutient et participe aux réseaux de santé ainsi qu'il anime les politiques contractuelles d'intérêt communautaire dont l'Atelier santé ville et le Contrat local de santé.

L'association Réseau Santé Ouest Étang de Berre coordonne un réseau de professionnels médico-psycho-sociaux du territoire du Pays de Martigues autour des thématiques Addictions et Souffrances Psychiques et Santé Sexuelle : VIH/SIDA, Grossesses non désirées, Contraception ». Il anime pour ce faire des commissions visant à mobiliser les professionnels autour de projets d'actions de prévention, d'éducation à la santé, de coordination et d'amélioration de la prise en charge, de sensibilisation et de soutien aux professionnels et assure le portage de ces actions.

Cette mission s'inscrit pleinement dans le Plan d'action du Contrat Local de Santé 2014-2016 signé le 20 février 2015 entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, fusionnée depuis le 1er janvier 2016 au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'État, l'Agence Régionale de Santé et le Centre Hospitalier de Martigues, qui fixe parmi ses objectifs de favoriser la coordination des acteurs de santé et les partenariats et qui intègre le Plan local de santé publique de l'Atelier santé Ville Martigues Port-de-Bouc en tant que volet prévention visant notamment à agir sur les comportements individuels et collectifs.

Dans ce cadre, afin de permettre à l'association Réseau Santé Ouest Étang de Berre de poursuivre ses missions, il est proposé de lui accorder une subvention d'un montant de 15 000 euros au titre de l'exercice 2017.

Il est précisé que les modalités de versement de cette subvention se feront conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN-021-049/16/CM en date du 07 avril 2016,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 016-018/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts ;
- La délibération n°HN 157-28/04/16/CM en date du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-Les-Remparts,
- La délibération n°HN 021-049/16/CM en date du 07 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier,
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM en date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire,
- Vu la présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations,

Où le rapport ci-dessus,

Entendue les conclusions du Commissaires Rapporteur

Considérant

- Que le caractère structurant de la mission de l'association Réseau Santé Ouest Étang de Berre et son rôle important dans la mise en œuvre d'engagements pris en matière de santé par le Pays de Martigues,

Délibère :

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 15 000 euros à l'association Réseau Santé Ouest Étang de Berre au titre de l'exercice 2017 qui sera versée conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN 021-049/16/CM en date du 07 avril 2016.

Article 2 :

Est approuvée la convention définissant les conditions d'octroi de cette subvention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues – Nature 6574- Fonction 4101.

Article 4:

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

N° 2017-007

Attribution d'une subvention à l'association Sensibilisation Protection Nature Environnement - Exercice 2017

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

Par délibérations du Conseil de la Métropole n° HN157-28/04/16/CM du 28 avril 2016 et FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, les subventions sont décidées par les Conseils de Territoire dans l'exercice des compétences qui leur ont été déléguées par le Conseil de la Métropole.

Sensibilisation Protection Nature Environnement est une association loi 1901 parue le 1^{er} septembre 1991. L'association basée sur Martigues a pour objectif la sensibilisation du public à la protection de l'environnement.

Elle développe des activités autour de la valorisation et de la protection du patrimoine naturel local.

Les actions de valorisation portent sur :

- Visites guidées, sorties et projections : thèmes mer, étang et forêt
- La pêche et l'aquariophilie
- Jardins pédagogiques

Les actions de protection portent principalement sur :

- Sentinelle de l'environnement : l'abeille
- Plantations mellifères
- Nettoyage du littoral

Le Conseil de Territoire conduit un programme d'éducation à l'environnement et au développement durable auprès des écoles primaires et maternelles, organise des manifestations pour la sensibilisation à l'environnement et des journées d'information grand public. En tant que partenaire local, l'association SPNE participe aux manifestations organisées par le Conseil de Territoire du Pays de Martigues et ses communes membres. De plus, les thématiques proposées aux écoles sont des activités complémentaires au programme pédagogique annuel du Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

Dans ce cadre, afin d'accompagner l'activité de l'association SPNE, il est proposé de lui accorder une subvention d'un montant de 13 000 euros au titre de l'exercice 2017.

Il est précisé que les modalités de versement de cette subvention se feront conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN-021-049/16/CM en date du 07 avril 2016,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Vu le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 157-28/04/16/CM en date du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-Les-Remparts,
- La délibération n°HN 021-049/16/CM en date du 07 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier,
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM en date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire,
- Vu la présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations,

Où le rapport ci-dessus,

**Entendue les conclusions du Commissaires
Rapporteur**

Considérant

- Que les missions de l'association SPNE revêtent un caractère important en matière d'environnement et de développement durable pour le Pays de Martigues

Délibère :

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 13 000 euros à l'association Sensibilisation Protection Nature Environnement au titre de l'exercice 2017 qui sera versée conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN 021-049/16/CM en date du 07 avril 2016.

Article 2 :

Est approuvée la convention définissant les conditions d'octroi de cette subvention ;

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues – Nature 6574-Fonction 78.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**ADOPTÉ A LA MAJORITE DES ÉLUS PRÉSENTS
ET REPRÉSENTÉS**

Nombre de voix POUR : 20

**Nombre d'ABSTENTIONS : 3(Mmes ALIPHAT –
QUAGLIATA M. MUTERO**

Attribution de subvention à l'Association pour l'Animation des Centres Sociaux de Martigues (A.A.C.S.) dans le cadre du Contrat de Ville - Exercice 2017.

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibérations du Conseil de la Métropole n° HN157-28/04/16/CM du 28 avril 2016 et FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, les subventions sont décidées par les Conseils de Territoire dans l'exercice des compétences qui leur ont été déléguées par le Conseil de la Métropole.

Le Contrat de Ville 2015-2020 du Pays de Martigues signé le 25 septembre 2015 a permis, sur la base d'un diagnostic multidimensionnel, de définir des enjeux autour de quatre axes :

- Cohésion Sociale
- Cadre de Vie et Renouvellement Urbain
- Développement de l'activité économique et de l'Emploi
- Prévention de la Délinquance.

Ces piliers sont irrigués par trois grands principes transversaux : la lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes, le respect des valeurs de la République ainsi qu'une attention particulière portée à la Jeunesse.

Mobilisant en premier lieu les politiques et les moyens de droit commun, les projets déposés en programmation doivent favoriser l'émergence d'actions cohérentes avec les nouveaux enjeux du Contrat de Ville, et promouvoir des actions diversifiées et innovantes, adaptées au territoire.

A la suite de l'appel à projets 2017 du Contrat de Ville, l'Association pour l'Animation des Centres Sociaux de Martigues nous propose un programme d'actions afin d'intervenir dans le cadre de ces objectifs contractualisés.

Dans ce cadre, il est proposé de participer à la mise en œuvre de ces actions en attribuant une subvention à l'Association pour l'Animation des Centres Sociaux de Martigues pour un montant de 50 500 euros au titre de l'exercice 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La Circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des Contrats de Ville ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 157-28/04/16 CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts ;
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM en date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire ;
- Les décisions du Comité de Pilotage du 3 mars 2017 répartissant les subventions du programme d'actions pour l'exercice 2017 du Contrat de Ville du Pays de Martigues ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaires Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire est compétent en matière de Politique de la Ville.

Délibère :

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 50 500 euros à l'Association pour l'Animation des Centres Sociaux de Martigues au titre de l'exercice 2017.

Article 2 :

Est approuvée la convention définissant les conditions d'octroi de cette subvention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole d'Aix-Marseille Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues – Nature 6574 -Fonction 62.

Article 4:

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ A LA MAJORITE DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

Nombre de voix POUR : 20
Nombre d'ABSTENTIONS : 3(Mmes ALIPHAT – QUAGLIATA – M. MUTERO)

N° 2017-009

Attribution de subvention à l'Association Les Chantiers du Pays de Martigues (A.C.P.M.) dans le cadre du Contrat de Ville – Exercice 2017.

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibérations du Conseil de la Métropole n° HN157-28/04/16/CM du 28 avril 2016 et FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, les subventions sont décidées par les Conseils de Territoire dans l'exercice des compétences qui leur ont été déléguées par le Conseil de la Métropole.

Le Contrat de Ville 2015-2020 du Pays de Martigues signé le 25 septembre 2015 a permis, sur la base d'un diagnostic multidimensionnel, de définir des enjeux autour de quatre axes :

- Cohésion Sociale
- Cadre de Vie et Renouvellement Urbain
- Développement de l'activité économique et de l'Emploi
- Prévention de la Délinquance.

Ces piliers sont irrigués par trois grands principes transversaux : la lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes, le respect des valeurs de la République ainsi qu'une attention particulière portée à la Jeunesse.

Mobilisant en premier lieu les politiques et les moyens de droit commun, les projets déposés en programmation doivent favoriser l'émergence d'actions cohérentes avec les nouveaux enjeux du Contrat de Ville, et promouvoir des actions diversifiées et innovantes, adaptées au territoire.

A la suite de l'appel à projets 2017 du Contrat de Ville, l'Association Les Chantiers du Pays de Martigues propose une action relative à l'identification, le renforcement et la mise en valeurs des savoirs et compétences des salariés en insertion pour l'accès à un emploi.

Dans ce cadre, il est proposé de participer à la mise en œuvre de cette action en attribuant une subvention à l'Association Les Chantiers du Pays de Martigues pour un montant de 30 000 euros au titre de l'exercice 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La Circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des Contrats de Ville ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 157-28/04/16 CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts ;
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM en date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire ;
- Les décisions du Comité de Pilotage du 3 mars 2017 répartissant les subventions du programme d'actions pour l'exercice 2017 du Contrat de Ville du Pays de Martigues ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaires Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire est compétent en matière de Politique de la Ville.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 30 000 euros à l'Association Les Chantiers du Pays de Martigues au titre de l'exercice 2017.

Article 2 :

Est approuvée la convention définissant les conditions d'octroi de cette subvention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole d'Aix-Marseille Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues – Nature 6574 -Fonction 62.

Article 4:

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

N° 2017-010

Attribution de subvention à l'Association Addiction Méditerranée dans le cadre du Contrat de Ville – Exercice 2017.

Rapporteur : Mme Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibérations du Conseil de la Métropole n° HN157-28/04/16/CM du 28 avril 2016 et FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, les subventions sont décidées par les Conseils de Territoire dans l'exercice des compétences qui leur ont été déléguées par le Conseil de la Métropole.

Le Contrat de Ville 2015-2020 du Pays de Martigues signé le 25 septembre 2015 a permis, sur la base d'un diagnostic multidimensionnel, de définir des enjeux autour de quatre axes :

- Cohésion Sociale
- Cadre de Vie et Renouvellement Urbain
- Développement de l'activité économique et de l'Emploi
- Prévention de la Délinquance.

Ces piliers sont irrigués par trois grands principes transversaux : la lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes, le respect des valeurs de la République ainsi qu'une attention particulière portée à la Jeunesse.

Mobilisant en premier lieu les politiques et les moyens de droit commun, les projets déposés en programmation doivent favoriser l'émergence d'actions cohérentes avec les nouveaux enjeux du Contrat de Ville, et promouvoir des actions diversifiées et innovantes, adaptées au territoire.

A la suite de l'appel à projets 2017 du Contrat de Ville, l'Association Addiction Méditerranée propose une action visant à répondre aux problématiques d'usages de drogues et de conduites addictives et mettre en œuvre des actions de prévention et de formation.

Dans ce cadre, il est proposé de participer à la mise en œuvre de cette action en attribuant une subvention à l'Association Addiction Méditerranée pour un montant de 43 747 euros au titre de l'exercice 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La Circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des Contrats de Ville ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 157-28/04/16 CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts ;

- La délibération n°FAG 002-542/16/CM en date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire ;
- Les décisions du Comité de Pilotage du 3 mars 2017 répartissant les subventions du programme d'actions pour l'exercice 2017 du Contrat de Ville du Pays de Martigues ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaires Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire est compétent en matière de Politique de la Ville.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 43 747 euros à l'Association Addiction Méditerranée au titre de l'exercice 2017.

Article 2 :

Est approuvée la convention définissant les conditions d'octroi de cette subvention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole d'Aix-Marseille Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues – Nature 6574 -Fonction 62.

Article 4:

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

N° 2017-011

Attribution de subvention à l'Association pour la Jeunesse, l'Éducation et le Sport de Port-de-Bouc (A.J.E.S.) dans le cadre du Contrat de Ville - Exercice 2017.

Conformément à la législation en vigueur, Monsieur DEPAGNE Marc, Conseiller Territorial, ne devant pas prendre part au vote de la question, se retire momentanément de la salle du Conseil

Rapporteur : Mme Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibérations du Conseil de la Métropole n° HN157-28/04/16/CM du 28 avril 2016 et FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin

2016, les subventions sont décidées par les Conseils de Territoire dans l'exercice des compétences qui leur ont été déléguées par le Conseil de la Métropole.

Le Contrat de Ville 2015-2020 du Pays de Martigues signé le 25 septembre 2015 a permis, sur la base d'un diagnostic multidimensionnel, de définir des enjeux autour de quatre axes :

- Cohésion Sociale
- Cadre de Vie et Renouvellement Urbain
- Développement de l'activité économique et de l'Emploi
- Prévention de la Délinquance.

Ces piliers sont irrigués par trois grands principes transversaux : la lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes, le respect des valeurs de la République ainsi qu'une attention particulière portée à la Jeunesse.

Mobilisant en premier lieu les politiques et les moyens de droit commun, les projets déposés en programmation doivent favoriser l'émergence d'actions cohérentes avec les nouveaux enjeux du Contrat de Ville, et promouvoir des actions diversifiées et innovantes, adaptées au territoire.

A la suite de l'appel à projets 2017 du Contrat de Ville, l'Association pour la Jeunesse, l'Éducation et le Sport de Port-de-Bouc nous propose un programme d'actions afin d'intervenir dans le cadre de ces objectifs contractualisés.

Dans ce cadre, il est proposé de participer à la mise en œuvre de ces actions en attribuant une subvention à l'Association pour la Jeunesse, l'Éducation et le Sport de Port-de-Bouc pour un montant global de 36 000 euros au titre de l'exercice 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La Circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des Contrats de Ville ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 157-28/04/16 CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts ;
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM en date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire ;

- Les décisions du Comité de Pilotage du 3 mars 2017 répartissant les subventions du programme d'actions pour l'exercice 2017 du Contrat de Ville du Pays de Martigues ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaires Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire est compétent en matière de Politique de la Ville.

Délibère :

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 36 000 euros à l'Association pour la Jeunesse, l'Éducation et le Sport de Port-de-Bouc au titre de l'exercice 2017.

Article 2 :

Est approuvée la convention définissant les conditions d'octroi de cette subvention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole d'Aix-Marseille Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues – Nature 6574 -Fonction 62.

Article 4:

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ A LA MAJORITE DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

Nombre de voix POUR : 19

Nombre d'ABSTENTIONS : 3(Mmes ALIPHAT – QUAGLIATA – M. MUTERO)

N° 2017-012

Attribution de subvention à l'Association d'Animation Socio-éducative des Aigues-Douces/La Lèque - Centre Social Fabien Menot de Port-de-Bouc dans le cadre du Contrat de Ville - Exercice 2017.

Rapporteur : Mme Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibérations du Conseil de la Métropole n° HN157-28/04/16/CM du 28 avril 2016 et FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, les subventions sont décidées par les Conseils de Territoire dans l'exercice des compétences qui leur ont été déléguées par le Conseil de la Métropole.

Le Contrat de Ville 2015-2020 du Pays de Martigues signé le 25 septembre 2015 a permis, sur la base d'un diagnostic multidimensionnel, de définir des enjeux autour de quatre axes :

- Cohésion Sociale
- Cadre de Vie et Renouvellement Urbain
- Développement de l'activité économique et de l'Emploi
- Prévention de la Délinquance.

Ces piliers sont irrigués par trois grands principes transversaux : la lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes, le respect des valeurs de la République ainsi qu'une attention particulière portée à la Jeunesse.

Mobilisant en premier lieu les politiques et les moyens de droit commun, les projets déposés en programmation doivent favoriser l'émergence d'actions cohérentes avec les nouveaux enjeux du Contrat de Ville, et promouvoir des actions diversifiées et innovantes, adaptées au territoire.

A la suite de l'appel à projets 2017 du Contrat de Ville, l'Association d'Animation Socio-éducative des Aigues-Douces/La Lèque (le Centre Social Fabien Menot) de Port-de-Bouc nous propose un programme d'actions afin d'intervenir dans le cadre de ces objectifs contractualisés.

Dans ce cadre, il est proposé de participer à la mise en œuvre de ces actions en attribuant une subvention à l'Association d'Animation Socio-éducative des Aigues-Douces/La Lèque (le Centre Social Fabien Menot) de Port-de-Bouc pour un montant global de 38 500 euros au titre de l'exercice 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La Circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des Contrats de Ville ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 157-28/04/16 CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts ;
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM en date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de

subventions aux associations par les Conseils de territoire ;

- Les décisions du Comité de Pilotage du 3 mars 2017 répartissant les subventions du programme d'actions pour l'exercice 2017 du Contrat de Ville du Pays de Martigues ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaires Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire est compétent en matière de Politique de la Ville.

Délibère :

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 38 500 euros à l'Association d'Animation Socio-éducative des Aigues-Douces/La Lèque (le Centre Social Fabien Menot) de Port-de-Bouc au titre de l'exercice 2017.

Article 2 :

Est approuvée la convention définissant les conditions d'octroi de cette subvention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole d'Aix-Marseille Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues – Nature 6574 -Fonction 62.

Article 4:

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ A LA MAJORITE DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

Nombre de voix POUR : 20

Nombre d'ABSTENTIONS : 3(Mmes ALIPHAT – QUAGLIATA – M. MUTERO)

N° 2017-013

Attribution de subvention à l'Association Point Formation dans le cadre du Contrat de Ville - Exercice 2017.

Rapporteur : Mme Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibérations du Conseil de la Métropole n° HN157-28/04/16/CM du 28 avril 2016 et FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, les subventions sont décidées par les Conseils de Territoire dans l'exercice des compétences qui leur ont été déléguées par le Conseil de la Métropole.

Le Contrat de Ville 2015-2020 du Pays de Martigues signé le 25 septembre 2015 a permis,

sur la base d'un diagnostic multidimensionnel, de définir des enjeux autour de quatre axes :

- Cohésion Sociale
- Cadre de Vie et Renouvellement Urbain
- Développement de l'activité économique et de l'Emploi
- Prévention de la Délinquance.

Ces piliers sont irrigués par trois grands principes transversaux : la lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes, le respect des valeurs de la République ainsi qu'une attention particulière portée à la Jeunesse.

Mobilisant en premier lieu les politiques et les moyens de droit commun, les projets déposés en programmation doivent favoriser l'émergence d'actions cohérentes avec les nouveaux enjeux du Contrat de Ville, et promouvoir des actions diversifiées et innovantes, adaptées au territoire.

A la suite de l'appel à projets 2017 du Contrat de Ville, l'Association Point Formation propose deux actions : l'action « Insertion socio-professionnelle par la maîtrise de la langue française » s'inscrivant dans le pilier Cohésion Sociale du Contrat de Ville et « Préparation aux concours d'entrée en école d'aide-soignant(e) ou auxiliaire de puériculture » dans le pilier Emploi et Développement Économique.

Dans ce cadre, il est proposé de participer à la mise en œuvre de ces actions en attribuant une subvention à l'association Point Formation pour un montant global 23 400 euros au titre de l'exercice 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La Circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des Contrats de Ville ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 157-28/04/16 CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts ;
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM en date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de

subventions aux associations par les Conseils de territoire ;

- Les décisions du Comité de Pilotage du 3 mars 2017 répartissant les subventions du programme d'actions pour l'exercice 2017 du Contrat de Ville du Pays de Martigues ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaires Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire est compétent en matière de Politique de la Ville.

Délibère :

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 23 400 euros à l'Association Point Formation au titre de l'exercice 2017.

Article 2 :

Est approuvée la convention définissant les conditions d'octroi de cette subvention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole d'Aix-Marseille Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues – Nature 6574 -Fonction 62.

Article 4:

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

N° 2017-014

Attribution de subvention à l'Association pour l'Animation Socio-éducative des Comtes - Centre Social Lucia Tichadou de Port-de-Bouc dans le cadre du Contrat de Ville - Exercice 2017.

Rapporteur : Mme Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibérations du Conseil de la Métropole n° HN157-28/04/16/CM du 28 avril 2016 et FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, les subventions sont décidées par les Conseils de Territoire dans l'exercice des compétences qui leur ont été déléguées par le Conseil de la Métropole.

Le Contrat de Ville 2015-2020 du Pays de Martigues signé le 25 septembre 2015 a permis, sur la base d'un diagnostic multidimensionnel, de définir des enjeux autour de quatre axes :

- Cohésion Sociale
- Cadre de Vie et Renouvellement Urbain
- Développement de l'activité économique et de l'Emploi
- Prévention de la Délinquance.

Ces piliers sont irrigués par trois grands principes transversaux : la lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes, le respect des valeurs de la République ainsi qu'une attention particulière portée à la Jeunesse.

Mobilisant en premier lieu les politiques et les moyens de droit commun, les projets déposés en programmation doivent favoriser l'émergence d'actions cohérentes avec les nouveaux enjeux du Contrat de Ville, et promouvoir des actions diversifiées et innovantes, adaptées au territoire.

A la suite de l'appel à projets 2017 du Contrat de Ville, l'Association pour l'Animation Socio-éducative des Comtes (le Centre Social Lucia Tichadou de Port-de-Bouc) nous propose un programme d'actions afin d'intervenir dans le cadre de ces objectifs contractualisés.

Dans ce cadre, il est proposé de participer à la mise en œuvre de ces actions en attribuant une subvention à l'Association pour l'Animation Socio-éducative des Comtes (le Centre Social Lucia Tichadou de Port-de-Bouc) pour un montant global de 37 300 euros au titre de l'exercice 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La Circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des Contrats de Ville ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 157-28/04/16 CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts ;

- La délibération n°FAG 002-542/16/CM en date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire ;
- Les décisions du Comité de Pilotage du 3 mars 2017 répartissant les subventions du programme d'actions pour l'exercice 2017 du Contrat de Ville du Pays de Martigues ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaires Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire est compétent en matière de Politique de la Ville.

Délibère :

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 37 300 euros à l'Association pour l'Animation Socio-éducative des Comtes (le Centre Social Lucia Tichadou de Port-de-Bouc) au titre de l'exercice 2017.

Article 2 :

Est approuvée la convention définissant les conditions d'octroi de cette subvention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues – Nature 6574 -Fonction 62.

Article 4:

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ A LA MAJORITE DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

Nombre de voix POUR : 20

Nombre d'ABSTENTIONS : 3(Mmes ALIPHAT – QUAGLIATA – M. MUTERO

N° 2017-015

Attribution de subventions à divers porteurs de projets dans le cadre du Contrat de Ville - Exercice 2017

Rapporteur : Mme Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibérations du Conseil de la Métropole n° HN157-28/04/16/CM du 28 avril 2016 et FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, les subventions sont décidées par les Conseils de Territoire dans l'exercice des compétences qui leur ont été déléguées par le Conseil de la Métropole.

Le Contrat de Ville 2015-2020 du Pays de Martigues signé le 25 septembre 2015 a permis, sur la base d'un diagnostic multidimensionnel, de définir des enjeux autour de quatre axes :

- Cohésion Sociale
- Cadre de Vie et Renouvellement Urbain
- Développement de l'activité économique et de l'Emploi
- Prévention de la Délinquance.

Ces piliers sont irrigués par trois grands principes transversaux : la lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes, le respect des valeurs de la République ainsi qu'une attention particulière portée à la Jeunesse.

Mobilisant en premier lieu les politiques et les moyens de droit commun, les projets déposés en programmation doivent favoriser l'émergence d'actions cohérentes avec les nouveaux enjeux du Contrat de Ville, et promouvoir des actions diversifiées et innovantes, adaptées au territoire.

A la suite de l'appel à projets 2017 du Contrat de Ville, différents porteurs nous proposent d'intervenir dans le cadre de ces objectifs contractualisés.

Dans ce cadre, il est proposé de participer à la mise en œuvre de ces actions pour un montant global de 201 400 euros au titre de l'exercice 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La Circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des Contrats de Ville ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° HN 157-28/04/16 CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts ;
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM en date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire ;
- Les décisions du Comité de Pilotage du 3 mars 2017 répartissant les subventions du programme d'actions pour l'exercice 2017 du Contrat de Ville du Pays de Martigues ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaires Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire est compétent en matière de Politique de la Ville.

Délibère :

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention globale de 201 400 euros répartis aux porteurs d'actions listés dans le tableau annexé à la présente délibération au titre de l'exercice 2017.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole d'Aix-Marseille Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues – Nature 6574 et 657382 -Fonction 62.

Article 3:

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ A LA MAJORITE DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

Nombre de voix POUR : 22

Nombre d'ABSTENTION : 1(M. FOUQUART)

Attribution de subvention à divers porteurs de projets dans le cadre du Contrat de Ville - Exercice 2017 ANNEXE

I

		2017							
Nom du porteur	Intitulé de l'action	Coût des projets	TFPB	Montant demandé PV	Total	Etat	CR	CD	CT-PM
ADDAP	Remobilisation scolaire	67 829 €	9 000 €	7 790 €	7 700 €	1 700 €	0 €	0 €	6 000 €
	Chantiers éducatifs rémunérés								
ADEJ	Droit au quotidien Martigues / Port de Bouc	15 000 €	0 €	12 000 €	12 000 €	4 000 €	0 €	3 000 €	5 000 €
ADEVIMAP	Accompagnement des victimes de maladies professionnelles	66 000 €	0 €	2 000 €	2 000 €	1 000 €	0 €	0 €	1 000 €
AMELI Ouest Provence	Chantiers d'insertion 13 Habitat Port de Bouc et Martigues	455 514 €	100 000 €	16 000 €	15 500 €	8 000 €	0 €	0 €	7 500 €
APDL	Mieux vivre son logement	12 900 €	5 000 €	12 900 €	7 900 €	4 000 €	0 €	0 €	3 900 €
APERS	Aide et accompagnement des victimes	29 400 €	0 €	11 000 €	11 000 €	FIPD	0 €	0 €	11 000 €
APIE	Repérage et accompagnement des jeunes 16/25 ans en QPV en difficultés d'insertion pro.	17 078 €	0 €	15 000 €	15 000 €	7 000 €	0 €	0 €	8 000 €
ASTI	Education – Apprentissage de la langue française	54 600 €	1 926 €	10 000 €	8 000 €	2 000 €	2 000 €	0 €	4 000 €
	Accueil et solidarité								
Caisse des écoles	Prévention précoce de l'illettrisme dans le temps péri scolaire avec des clubs coup de pouce au CP et CE1	29 400 €	0 €	29 400 €	27 000 €	8 000 €	0 €	0 €	19 000 €
CAFC La Recampado	Espaces de rencontres pour le maintien des relations enfants-parents sur Martigues	92 218 €	0 €	7 000 €	3 000 €	0 €	0 €	0 €	3 000 €
	Permanences de médiation familiale sur la MJD de Martigues								
C.A Fernand LEGER – Art et Créations	Ateliers artistiques pédagogiques jeunes « Hybrid'Art »	6 330 €	0 €	4 500 €	4 500 €	2 500 €	0 €	0 €	2 000 €
CCAS de Port-de-Bouc	Les ateliers du possible	51 422 €	0 €	43 729 €	43 600 €	15 000 €	12 500 €	0 €	16 100 €
	Programme d'accès aux droits et aux soins								
	Permanences d'écoute et de soutien psychologique								
	Programme d'éradication de l'habitat indigne								
CCDI le Méliès	TV BOUCAL	37 860 €	0 €	30 500 €	19 000 €	1 500 €	0 €	2 500 €	15 000 €
	Ateliers artistiques et vidéo								
	Séances hors du commun, séances hors les murs								
Centre hospitalier de Martigues	Hôpital promoteur en santé nutrition	20 000 €	0 €	8 000 €	8 000 €	3 000 €	2 000 €	0 €	3 000 €
Centre social Bargemont	Histoire et mémoire des habitants du quartier de Bargemont	10 708 €	0 €	5 000 €	5 000 €	0 €	0 €	2 500 €	2 500 €
Centre social BREL	Coéducation et réussite éducative	70 200 €	0 €	33 000 €	12 000 €	0 €	6 000 €	0 €	6 000 €
	Habitat, famille et cadre de vie								
TOTAL		1 036 459 €	115 926 €	247 819 €	201 200 €	57 700 €	22 300 €	8 000 €	113 000 €

N.B : Lors du Comité de Pilotage du 3 mars 2017, l'État, la Région, le Conseil Départemental et les bailleurs sociaux ont donné un avis favorable au soutien des actions mentionnées ci-dessus ; les montants annoncés sont prévisionnels.

Attribution de subvention à divers porteurs de projets dans le cadre du Contrat de Ville - Exercice 2017 -
ANNEXE II

		2017							
Nom du porteur	Intitulé de l'action	Coût des projets	TFPB	Montant demandé PV	Total	Etat	CR	CD	CT-PM
Centre social MANDELA	Réussite éducative	120 399 €	7 000 €	49 000 €	45 500 €	9 000 €	9 500 €	8 500 €	18 500 €
	Préparer la citoyenneté active de l'enfant et de l'adolescent								
	Pratique sportive								
	Lutter contre les mécanismes d'exclusion								
	Cadre de vie								
Eclosion 13	Harcèlements et confinements	32 673 €	0 €	8 000 €	8 000 €	2 500 €	1 000 €	2 000 €	2 500 €
Ecole des parents/éducateurs des BdR	Femmes santé sexualité, si on en parlait	5 565 €	0 €	4 500 €	4 500 €	2 500 €	0 €	0 €	2 000 €
EIR	Ateliers de pratiques musicales et chorégraphiques	49 750 €	0 €	16 000 €	16 000 €	5 000 €	0 €	2 000 €	9 000 €
Graines de Soleil	Accompagnement renforcé	613 363 €	0 €	6 000 €	6 000 €	3 000 €	0 €	0 €	3 000 €
IPM	Permanences IPM dans les QPV	48 787 €	0 €	24 895 €	12 000 €	2 000 €	0 €	2 000 €	8 000 €
	Accompagnement à la création d'entreprise des femmes en QPV								
L'APPART	Aide éducative budgétaire	34 172 €	0 €	20 000 €	20 000 €	9 500 €	0 €	0 €	10 500 €
	Dispositif baux glissants								
Les amis de la médiath. Boris Vian	Miroirs du handicap	9 054 €	0 €	7 200 €	7 200 €	3 500 €	0 €	0 €	3 700 €
Les petits débrouillards	Sciences dans les QPV de Martigues (NDM + Mas de Pouane)	29 732 €	12 000 €	9 000 €	9 000 €	4 000 €	0 €	2 000 €	3 000 €
	Sciences dans les QPV de Port de Bouc (Les Comtes + Aigues Douces)								
Le rallumeur d'étoiles	Action culturelle, artistique et d'éducation populaire au sein du café associatif et hors les murs	26 565 €	0 €	16 000 €	7 500 €	0 €	4 500 €	0 €	3 000 €
Nickel chrome	Initiatives artistiques au Mas de Pouane 1.2	19 590 €	2 876 €	7 000 €	5 000 €	2 000 €	0 €	2 000 €	1 000 €
Rugby Club	Drop de béton	11 300 €	0 €	5 000 €	5 000 €	0 €	2 000 €	2 000 €	1 000 €
SOS FEMMES	Pays martégal : Violences conjugales – Prévention de la délinquance	33 000 €	0 €	12 000 €	7 100 €	FIPD	0 €	0 €	7 100 €
Théâtre le Sémaphore	Ateliers de théâtre	104 683 €	0 €	20 000 €	16 500 €	4 000 €	2 500 €	0 €	10 000 €
	Actions nomades : Des quartiers au théâtre								
Tous aziluttes	Actions culturelles pour la cohésion sociale (parcours citoyen)	28 500 €	0 €	10 000 €	10 000 €	0 €	8 000 €	0 €	2 000 €
Université du citoyen	Accompagnement méthodologique des 3 conseils citoyens de la ville de Port de Bouc	9 102 €	0 €	9 102 €	9 100 €	8 000 €	0 €	0 €	1 100 €
Vie Libre	Mouvement d'écoute dédié aux victimes des addictions	4 580 €	0 €	3 500 €	2 500 €	1 500 €	0 €	0 €	1 000 €
Ville de Martigues	Structures sportives de proximité	17 604 €	0 €	6 000 €	4 000 €	2 000 €	0 €	0 €	2 000 €
TOTAL		1 198 419 €	21 876 €	233 197 €	194 900 €	58 500 €	27 500 €	20 500 €	88 400 €
TOTAL GENERAL		2 234 878 €	137 802 €	481 016 €	396 100 €	116 200 €	50 000 €	28 500 €	201 400 €

N.B : Lors du Comité de Pilotage du 3 mars 2017, l'État, la Région, le Conseil Départemental et les bailleurs sociaux ont donné un avis favorable au soutien des actions mentionnées ci-dessus ; les montants annoncés sont prévisionnels.

N° 2017-016

Approbation de la convention générale de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité 2017/2020 des quartiers prioritaires de la Ville de Port-de-Bouc - Autorisation du Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues à signer la convention GUSP 2017/2020

Rapporteur : Mme Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI

Monsieur le Président du Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil le rapport suivant :

Dans le cadre de mise en œuvre du nouveau Contrat de Ville du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, les conventions de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP) sont désormais prolongées pour la période 2017/2020.

Pour la commune de Port-de-Bouc, les conventions territorialisées de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité constituent le cadre contractuel des politiques de la Ville de proximité. Elles organisent le partenariat et les actions à mettre en œuvre sur les quartiers prioritaires retenus par l'État mais également pour les quartiers relevant des dispositifs de veille active et pour lesquels la Ville de Port-de-Bouc souhaite maintenir l'investissement de l'ensemble des partenaires.

Largement reprise et développée dans le cadre du Programme Local de l'Habitat (PLH) intercommunal, la problématique Habitat/Logement/Gestion Urbaine et Sociale de Proximité reste un axe majeur d'intervention territorialisée. Elle couvre des thématiques aussi diverses que l'amélioration de la qualité du cadre de vie, le développement des outils de connaissance et de suivi des peuplements ou le développement de la participation des habitants.

La convention cadre de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité est définie de manière partenariale avec l'ensemble des partenaires signataires, l'État, le Conseil Régional, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues (porteur du contrat de ville), le Conseil Départemental, la Ville de Port-de-Bouc, l'Office Public de l'Habitat 13 HABITAT, la Société Anonyme d'HLM LOGIREM, la Société d'Economie Mixte ADOMA et la Société Anonyme d'HLM DOMICIL.

Elle fixe les orientations générales à mettre en œuvre du point de vue de la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité autour des axes prioritaires suivants :

- l'amélioration de la propreté et le développement durable,
- la tranquillité publique et la sécurité,
- le mieux-vivre ensemble.

Elle établit à partir de l'analyse des bilans des actions réalisées, les priorités d'intervention et d'investissement de chaque partenaire.

Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbain.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaires Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire est compétent en matière de Politique de la Ville.

Délibère :

Article 1 :

Est approuvée la convention cadre de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité 2017/2020 ainsi que son avenant territorialisé tel qu'il figure en annexe de la présente.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

N°2017-017

Demande renouvellement de la convention d'assistance technique pour le suivi et l'animation du PIDAF des Etangs

Rapporteur : Mme Eliane ISIDORE

Monsieur le Président du Conseil Territorial soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre du suivi et l'animation du PIDAF des Etangs une convention d'assistance technique a été signée en date du 26 novembre 2010 entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, fusionnée depuis le 1 janvier 2016 au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Office National des Forêts.

Cette convention correspond à quinze (15) jours de Technicien Forestier.

Elle est révisable et renouvelée, chaque année par délibération, en fonction de l'augmentation de la valeur de l'indice nouveau majoré de la base du traitement des personnels de l'État selon la formule ci-annexée.

Le coût prévisionnel de l'opération est estimé pour 2017 à un montant de 8189,34 € TTC.

Cette convention prévoit une aide de l'Office National des Forêts en tant qu'assistant technique.

La présente délibération vise à approuver la demande de suivi et d'animation du PIDAF des Etangs par l'Office National des Forêts.

Telles sont les raisons qui incitent à proposer au Conseil du Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- La Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- La Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- La Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,
- La Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- Le Décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère :

Article 1 :

Est approuvé la demande de suivi et d'animation du PIDAF des Etangs par l'Office National des Forêts.

Article 2 :

Est approuvée la convention de suivi et d'animation du PIDAF des Etangs.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat Spécial de Territoire – Fonction 763 – Nature 6228.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

N° 2017-018

PIDAF des Etangs - Travaux forestiers DFCI – programme 2017

Rapporteur : Mme Eliane ISIDORE

Monsieur le Président du Conseil Territorial soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la protection des forêts contre l'incendie, la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise des travaux de débroussaillage et

d'abattage d'arbres dans les zones naturelles à risques.

Ces travaux de Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI) ont été recensés dans un document nommé Plan InterCommunal de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier (PIDAF des Etangs).

Ce document a été validé par les services de l'État, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, et vise à diminuer les risques de départ de feux.

Pour le programme 2017, il est envisagé de réaliser l'opération suivante :

Commune de Port-de-Bouc :
Éclaircie sylvicole à caractère DFCI
Mas de l'Hôpital - 20 ha (Plan annexé)

Cette opération a pour objectif de créer un verrou DFCI entre le Mas de l'Hôpital, la forêt Départementale et Domaniale de Castillon et la zone urbaine de Port-de-Bouc.

Le coût prévisionnel de l'opération est estimé à 41 660 euros HT, maîtrise d'œuvre comprise, soit 49 992 euros TTC.

La présente délibération vise à approuver le programme de travaux 2017 et à signer tout document y afférent.

Telles sont les raisons qui incitent à proposer au Conseil du Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- La Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,
- La Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- Le Décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère :

Article 1 :

Est approuvée la réalisation du programme 2017 de travaux forestiers DFCI sur la Commune de Port-de-Bouc :

Éclaircie sylvicole à caractère DFCI
Mas de l'Hôpital - 20 ha (Plan annexé)

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'Etat Spécial de Territoire – Opération 4581166012.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

N° 2017-019

Inscription d'une action au Contrat d'Étang préalablement à des demandes de subventions pour l'aménagement du sentier littoral sur les communes de Martigues et Saint-Mitre-les-Remparts.

Rapporteur : Mme Eliane ISIDORE

Monsieur le Président du Conseil de Territoire soumet au Conseil le rapport suivant :

Le Territoire du Pays de Martigues, dans le cadre de sa compétence sur la valorisation du patrimoine naturel et paysager envisage d'aménager le sentier littoral sur les communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts.

Sur les 3 communes concernées, le sentier littoral existe déjà sur un important linéaire mais, à l'interface des zones naturelles et résidentielles, l'accessibilité au littoral reste difficile. La continuité n'est pas assurée et le promeneur est souvent contraint de s'écarter du rivage, au détriment de la beauté des paysages et de l'agrément d'un cheminement au bord de l'eau.

Le projet consiste donc à assurer une continuité des sentiers littoraux en s'appuyant sur les sentiers existants les plus pertinents (GR2013, sentier de Découverte de l'Étang de Berre ou autres sentiers) et en remplaçant les sections urbaines (éloignées du rivage, sans visibilité directe du littoral) par l'aménagement de nouvelles sections, valorisant le littoral, les sites naturels et les paysages.

Ces nouvelles sections induisant des aménagements complexes et parfois coûteux, nécessitent aussi une large concertation avec les utilisateurs et les riverains directement concernés par le projet.

Les emprises de ces nouvelles sections de sentiers littoraux seront majoritairement situées sur ou en limite du Domaine Public Maritime en veillant à s'adapter à la topographie existante, à préserver l'intégrité des sites et des paysages et à préserver la tranquillité des riverains directement concernés par le projet.

L'aménagement du sentier concerne 3 secteurs littoraux :

- le secteur Ferrières-Touret de Vallier (Martigues) soit 3330ml (dont 1640ml à aménager)
- le secteur Varage-Patorgue (Saint-Mitre-les-Remparts) soit 2300ml (dont 330ml à aménager)
- le secteur de la Pointe de la Baumasse (Port-de-Bouc) soit 800ml (dont 100 ml à aménager)

Le budget inscrit au Plan Pluriannuel d'Investissement est de 576 keuros réparti sur la période 2017-2020.

Ce projet est susceptible de bénéficier de subvention dans le cadre du Contrat d'Étang mis en place par le GIPREB en 2013 afin de soutenir l'ensemble des actions susceptibles de revaloriser

l'étang de Berre. Ce contrat associe financeurs et porteurs de projets sur une période de 5 ans.

Au terme de la saison 1 du Contrat d'Étang (2014-2017), un nouveau plan d'action (2017-2019) est en cours d'élaboration autour de 4 volets :

- Volet A - Restaurer les écosystèmes aquatiques
- Volet B - Accompagnement le développement des usages
- Volet C - Gérer les rives naturelles
- Volet D - Réhabiliter l'image de l'étang

Le projet de sentier littoral s'inscrit donc pleinement au sein du volet C du Contrat d'Étang lié à la reconquête des rives afin de faciliter leur accès au public.

À l'exception de la section du littoral maritime de la commune de Port-de-Bouc, la majorité du projet est éligible au Contrat d'Étang ; le budget retenu pour l'aménagement du sentier littoral de l'Étang de Berre est de 550 keuros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n°HN 157-288/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays de Martigues ;
- Provence,

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère :

Article 1 :

Sollicite le GIPREB pour l'inscription d'une action au Contrat d'Étang préalablement à des demandes de subventions pour l'aménagement du sentier littoral sur les communes de Martigues et Saint-Mitre-les-Remparts.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

Avis sur les rapports présentés sur saisine du Président de la Métropole

FINANCES ET ADMINISTRATION GENERALE

Avis n° 2017-005

Attribution d'une subvention pour l'année 2017 à l'association Comité Social du personnel de la ville de Martigues et du Territoire du Pays de Martigues.

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association du Comité Social du personnel a pour objet d'instituer en faveur des agents titulaires, stagiaires, contractuels ou retraités, des veufs de retraités ou d'agents décédés en activité et des enfants d'agents décédés du Territoire du Pays de Martigues toutes les formes d'aide sociale et d'activités jugées opportunes, permettant d'assurer la satisfaction des besoins exprimés par ses membres.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, fusionnée au sein de la Métropole d'Aix-Marseille Provence depuis le 1er janvier 2016 et l'association du Comité Social du personnel avaient conclu une convention pluriannuelle d'objectifs, approuvée par délibération n°2015-148 du 5 novembre 2015 pour une durée de 3 ans fixant les objectifs et les engagements réciproques des parties et les conditions dans lesquelles l'intercommunalité entend apporter un concours en moyens financiers aux activités menées par l'Association au profit de ses membres.

Au terme de la convention pluriannuelle d'objectif, la Métropole Aix-Marseille-Provence accorde à l'association Comité Social du personnel une subvention de fonctionnement définie annuellement au budget primitif.

Le présent avenant a pour objet de déterminer le montant de la subvention octroyée à l'association au titre de l'exercice 2017.

Dans ce cadre, afin de permettre à l'association du Comité Social du personnel d'assurer la continuité de ses engagements, il est proposé de lui accorder une subvention d'un montant de 76 230 euros au titre de l'exercice 2017.

Il est précisé qu'il convient toutefois de déroger au règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2017 par dérogation au Règlement Budgétaire et Financier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2015-148 du 5 novembre 2015 approuvant la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'association du Comité Social du personnel;
- La présentation en charge du suivi et de la Cohérence des subventions accordées aux associations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Emet un avis favorable sur le versement d'une subvention de 76 230 euros à l'association du Comité Social du personnel au titre de l'exercice 2017.

Est précisé qu'il convient de déroger au Règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n°HN- 021-049/16/CM du 7 avril 2016 et de verser la totalité de la subvention proposée avant le 31 décembre 2017 eu égard à son objet particulier.

Emet un avis favorable sur l'approbation de l'avenant n°2, définissant les conditions d'octroi de cette subvention ;

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille Provence – Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues – Nature 6574-Fonction 420.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

DEVELOPPEMENT TERRITORIAL, LOGEMENT, CENTRES ANCIENS, CONTRAT DE VILLE

Avis n° 2017-006

Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat - Approbation des conventions 2017-2022

Rapporteur : Mme Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Code Général des Collectivités Territoriales, dans son article L5217-2, a modifié la conduite des politiques locales de l'habitat en permettant à l'Etat de déléguer ses compétences d'aides à la pierre aux métropoles. Dans son article L.5218-2, il a précisé l'étendue de celles qu'il pouvait déléguer à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'habitat est au cœur des enjeux de la Métropole en termes d'attractivité et de mobilité. Dès sa création, la Métropole Aix-Marseille-Provence a affirmé des objectifs ambitieux par la définition

d'une stratégie forte en matière d'habitat et de cohésion sociale. Cela s'est traduit par notamment:

la prescription de l'engagement d'élaboration d'un SCOT

l'engagement du processus d'élaboration du PLH Métropolitain

la création d'une Commission Locale de l'Habitat (CLAH) unique

la garantie des emprunts des bailleurs sociaux et opérateurs sociaux

la création de la Conférence intercommunale du Logement

l'approbation d'un agenda de la mobilité.

Dans cette dynamique, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a fait part au Préfet de son souhait de se saisir de l'opportunité d'une délégation des aides à la pierre.

Le Préfet a confirmé son accord pour préparer cette délégation sur la base du PLH transitoire qui reprend les objectifs des PLH exécutoires. Le PLH Métropolitain, en cours d'élaboration, viendra compléter et renforcer les actions en cours.

Il convient aujourd'hui d'approuver la délégation que l'Etat va faire à la Métropole Aix-Marseille-Provence de sa compétence en matière d'attribution des aides à la pierre à compter du 1^{er} janvier 2017.

En effet, la Métropole pourra assurer une parfaite adéquation entre :

- les objectifs du Programme Local de l'Habitat transitoire exécutoire et du PLH à venir
- la politique de l'habitat qu'elle entend conduire avec les communes membres,
- le couplage de la production locative sociale à la production privée qui garantit un haut niveau de production global
- la poursuite du rééquilibrage de l'offre locative sociale sur l'ensemble du territoire
- et la mise en œuvre des moyens qui lui seront délégués par l'Etat, au plus près du fonctionnement des marchés locaux de l'habitat et de leur contexte social.

Les aides publiques déléguées concernent :

- la construction, l'acquisition, la réhabilitation,
- l'agrément des opérations de Prêts Locatifs Sociaux PLS,
- l'amélioration de l'habitat privé relevant des aides de l'Anah,
- le conventionnement sans travaux Anah
- la création de places d'hébergement,
- la délivrance aux organismes HLM des agréments d'aliénation de logement
- les prestations d'études et d'ingénierie.

La Métropole assurera désormais le pilotage et les décisions en matière d'aides publiques à l'habitat, l'Etat mettant à disposition les moyens en personnel et en crédits.

La durée prévue pour cette délégation de compétence est de 6 ans.

Les modalités de cette délégation de compétence de la part de l'Etat sont décrites dans les trois conventions :

- une convention entre l'Etat et la Métropole Aix-Marseille-Provence

- une convention entre l'Anah et la Métropole Aix-Marseille-Provence

- une convention de mise à disposition du personnel des services de l'Etat.

1. Dans la convention que la Métropole Aix-Marseille-Provence se propose de signer avec l'Etat, les objectifs réglementaires de production de logements sociaux sont les suivants :

- construction ou acquisition-amélioration de 21 905 logements PLUS et PLAI, construction de 7336 logements PLS,
- réalisation de 900 places d'hébergement d'urgence, de pensions de familles ou de résidences sociales,
- réalisation de 2 400 logements foyers pour personnes âgées ou handicapées,

Les moyens affectés pour le logement locatif social par l'Etat à la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvent à 86 000 000 € pour les 6 ans, un maximum de 18 439 900 € pour 2017. Les crédits seront versés à la Métropole qui assurera le paiement des aides déléguées.

2. Les objectifs de réhabilitation du parc privé annuels, sur la base des objectifs figurant au programme d'actions du PLH transitoire et des programmes existants et à venir, s'élèvent pour la durée de la convention à 5 088 logements privés auxquels se rajouteront des logements privés en copropriété.

Pour 2017, les objectifs se déclinent comme suit :

- 11 logements concernés par l'éradication de l'habitat indigne, et très dégradés
- 194 logements occupés par leurs propriétaires au titre de l'autonomie
- 127 logements de propriétaires bailleurs
- 674 logements occupés par leur propriétaire au titre de la précarité énergétique
- 766 logements en copropriété fragile
- Le traitement de copropriétés en difficultés

Les moyens affectés par l'Anah à la Métropole s'élèvent à 11,3 millions d'€ annuels. Ces moyens ne sont pas mis à la disposition de la Métropole, l'Anah continuant à assurer le paiement des subventions sous l'autorité de la Métropole.

D'ores et déjà le programme d'intervention prévu en 2017 sur le parc privé est le suivant :

↳ 6 OPAH- OPAH RU : Istres Ouest Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile, Marignane, multi sites Grand centre-ville de Marseille,

↳ 3 PIG

Marseille Provence

Pays Salonais avec une ingénierie renforcée dans les 6 centres anciens

Pays d'Aix avec ingénierie dans six secteurs renforcés

En parallèle, des projets d'OPAH vont démarrer en 2017 :

-A La Ciotat

-A Marignane

-A Port-de-Bouc

De même, pour les plans de sauvegarde, des interventions pour l'amélioration de l'habitat sont prévues :

- dans les copropriétés : Bellevue, Kalliste, Corot à Marseille, Les Facultés à Aix en Provence

La Mariélie à Berre l'Etang

- Des études copropriété : Le Mail, la Granière, Consolat, Parc La Rose, Les Rosiers à Marseille,

- Plusieurs Programmes Opérationnels Préventifs d'Accompagnement des Copropriétés POPAC, dont Marseille et La Ciotat, et des opérations de Veille et Observation des Copropriétés métropolitaine et à Marseille.

Enfin, hors secteur d'OPAH, se poursuivra en 2017 la mise en œuvre du protocole d'éradication de l'habitat indigne à Marseille.

Le détail de ces programmes d'intervention est donné dans l'annexe 2 de la convention Etat-Métropole d'Aix Marseille Provence.

Dans la convention que la Métropole se propose de signer avec l'Anah, il convient de mettre en place une Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Celle-ci a pour rôle de donner un avis sur les demandes de subventions émanant des propriétaires privés.

3. Enfin, dans la convention de mise à disposition des services de l'Etat, la répartition des tâches entre la Métropole et les Services de l'Habitat de l'Etat est détaillée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, et notamment le XIII de l'article 61 ;
- La loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion notamment son article 28 ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, notamment son article 122 ;
- La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, notamment son article 72 ;
- La demande de délégation de compétences pour décider de l'attribution des aides prévues à l'article L. 301-3 du CCH en date du 3 novembre 2016 ;

- Le plan local d'action pour l'hébergement et le logement des personnes défavorisées (PDHALPD) approuvé le 17 juin 2016 ;
- La délibération du conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 engageant le lancement de la démarche du Programme Local de l'Habitat (PLH) métropolitain ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant création de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat en date du 9 février 2017 ;
- L'avis du Comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH) ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où il est demandé,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence se saisisse de l'opportunité qui lui est offerte par le Code Général des Collectivités Territoriales de gérer en lieu et place de l'Etat les aides à la pierre pour une meilleure adéquation aux marchés locaux de l'habitat, et la mise en œuvre d'une stratégie forte en matière d'habitat et de cohésion sociale ;
- Qu'il convient qu'elle définisse avec l'Etat par convention les objectifs et les modes opératoires qui lui permettront d'exercer cette compétence à partir de 2017 ;

Emet un avis favorable afin que la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite auprès de l'Etat la délégation de compétence en matière d'attribution des aides à la pierre prévue par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Emet un avis favorable sur l'approbation des trois conventions :

- la convention Etat – Métropole Aix-Marseille-Provence
- la convention Anah – Métropole Aix-Marseille-Provence
- la convention de mise à disposition du personnel des Services Habitat de l'Etat.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

Avis n° 2017-007

Demande de participation auprès du Commissariat Général à l'Égalité des Territoires dans le cadre du contrat de ville du Pays de Martigues

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au

sein de ses territoires. Certaines des opérations qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Le Contrat de Ville 2015-2020 du Pays de Martigues s'inscrit dans la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014. Il a été proposé par l'État aux communes, aux établissements publics de coopération intercommunale, au Conseil Régional, Départemental et à d'autres partenaires. Les politiques publiques qui devront être mises en œuvre mobiliseront des moyens en matière d'éducation, de sport, de culture, d'emploi, de justice, de transport, de santé et de prévention de la délinquance, ...

A la suite de l'appel à projets 2017 du Contrat de Ville, la Métropole Aix-Marseille-Provence propose deux actions concourant au développement de la citoyenneté en direction des jeunes :

- Animations Droit et Citoyenneté 2017 : faire participer des élèves de primaire du territoire du Pays de Martigues à des animations relatives à l'Éducation au Droit et à la Citoyenneté et les sensibiliser aux notions de droit, devoir, égalité, respect, ...

- Concours Citoyenneté 2017 : faire participer des élèves sous forme de concours, à la conception d'un travail sur le sujet « Nous, futurs citoyens » sur des supports libres (vidéos, chansons, diaporamas, BD, brochures...) et aborder au cours de ce travail les notions de citoyenneté, transmissions de savoirs, devoirs citoyens,...

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Commissariat Général à l'Égalité des Territoires et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 19 000 euros TTC. Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Commissariat Général à l'Égalité des Territoires	14.7 %	2 800 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	27 %	5 200 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

22. Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
23. La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
24. La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

25. La Circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville ;
26. La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
27. Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
28. La délibération du 17 Mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
29. Les décisions du Comité de Pilotage du 3 mars 2017 répartissant les subventions du programme d'actions pour l'exercice 2017 du Contrat de Ville du Pays de Martigues ;
30. La Commission Développement Territorial, Logement, Centres Anciens, Contrat de Ville du 20 mars 2017 ;
31. La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : programme d'actions 2017 du Contrat de Ville du Pays de Martigues.

Emet un avis favorable sur la sollicitation des aides financières auprès du Commissariat Général à l'Égalité des Territoires concernant la réalisation de cette opération,

La recette de 2 800 euros sera affectée en recette de fonctionnement au chapitre 74 Nature 7401 Fonction 52 du budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

Avis n° 2017-008

Attribution de subvention au profit de l'association APERS – Année 2017

Rapporteur : Mme Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'APERS est une association créée en 1980 qui est agréée par le Ministre de la Justice.

Dans le cadre de ses missions, l'APERS met en œuvre des postes d'intervenant social au sein des commissariats et des brigades de gendarmerie pour l'accueil des victimes d'infractions pénales sur les Conseils de Territoire du Pays d'Aix (Aix-en-Provence, Bouc Bel Air, Gardanne, Peyrolles-en-Provence, Trets, Vitrolles), du Pays de Martigues (Martigues) et du Pays Salonais (Salon de Provence, Berre l'Etang). Il s'agit de mettre à

disposition de l'ensemble des publics s'adressant aux commissariats et aux brigades de gendarmerie concernés, une écoute spécialisée, une évaluation et une orientation appropriée à la problématique rencontrée, ainsi que de pouvoir apporter une réponse immédiate aux situations de détresse.

Par ailleurs, afin de favoriser l'accès aux droits, l'aide et l'information des victimes d'infractions pénales, l'APERS met également en place des permanences d'accueil de juristes et de psychologues au sein de la Maison de Justice et du Droit d'Aix-en-Provence et dans d'autres structures du territoire concerné (Aix-en-Provence, Gardanne, Les Pennes Mirabeau, Vitrolles). Il s'agit, par ces permanences, de garantir à toute victime d'infraction pénale la compétence d'un service spécialisé dans l'accueil, le soutien, l'aide aux démarches, l'accompagnement dans la procédure judiciaire, l'aide à la constitution de dossiers CIVI ou d'aide juridictionnelle, le soutien psychologique ou l'orientation sur des services spécialisés si nécessaire

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, l'APERS sollicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2017 à hauteur de 99 400 €.

Cette subvention, serait répartie comme suit :

- 74 400 euros pour le Territoire du Pays d'Aix
- 10 000 euros pour Territoire du Pays Salonais
- 15 000 euros pour le Territoire du Pays de Martigues.

La dépense en résultant serait imputée sur l'état spécial de chaque Territoire concerné, qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions

accordées aux associations en date du 27 février 2017 ;

- L'avis de la Commission Développement Territorial, Logement, Centres Anciens, Contrat de Ville du 20 mars 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la volonté politique de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations dans le domaine de l'accès au droit et de l'aide et l'accompagnement des victimes qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique en matière de prévention de la délinquance.

Emet un avis favorable sur l'attribution à l'association APERS d'une subvention d'un montant total de 99 400 €. Celle-ci est prise en charge :

- pour 74 400 euros sur l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix.
- pour 10 000 euros sur l'état spécial du Territoire du Pays Salonais.
- pour 15 000 euros sur l'état spécial du Territoire du Pays de Martigues.

Emet un avis favorable sur l'approbation de la convention d'objectifs à conclure avec l'association APERS

Les crédits nécessaires sont inscrits dans la section de fonctionnement des Etats Spéciaux 2017 de chaque Conseil de Territoire concerné.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

Avis n° 2017-009

Attribution de subvention au profit du CDAD 13 – Année 2017

Rapporteur : Mme Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil Départemental d'Accès au Droit des Bouches-du-Rhône (CDAD 13) est un groupement d'intérêt public doté de la personnalité morale placé sous la présidence du Président de Tribunal de Grande Instance de Marseille, Cette structure réunit différents acteurs qui œuvrent pour l'accès au Droit dans le département : les professionnels du droit (avocats, notaires, huissiers de justice, ...), les collectivités locales en charge des politiques sociales, les associations spécialisées et l'État.

Dans le cadre de ses missions, le CDAD 13 organise des permanences de consultations juridiques d'avocats, de notaires et d'huissiers. Les personnes qui consultent ont accès gratuitement à ces permanences aux heures et jours prévus, sans ou avec prise de rendez-vous.

Ce dispositif d'accès au Droit concerne le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (Aix-en-Provence, Bouc-Bel-Air, Gardanne, Les Pennes-Mirabeau, Vitrolles) et le Conseil de Territoire du Pays de Martigues (Martigues, Port-de-Bouc). Il se développe au sein de la Maison de Justice et du Droit d'Aix-en-Provence, ainsi que dans celle du Pays de Martigues et se décline également sous forme de permanences dans d'autres structures des territoires concernés.

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, le CDAD 13 sollicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2017 à hauteur de 42 571 euros.

Cette subvention, serait répartie comme suit :

- 33 790 euros pour le Territoire du Pays d'Aix
- 8 781 euros pour le Territoire du Pays de Martigues.

La dépense en résultant serait imputée sur l'état spécial de chaque Territoire concerné, qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations en date du 27 février 2017 ;
- L'avis de la commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations en date du 27 février 2017 ;

- L'avis de la Commission Développement Territorial, Logement, Centres Anciens, Contrat de Ville du 20 mars 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la volonté politique de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations dans le domaine de l'accès au droit et de l'aide et l'accompagnement des victimes qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique en matière de prévention de la délinquance.

Emet un avis favorable sur l'attribution au CDAD 13 d'une subvention d'un montant total de 42 571 euros

Celle-ci est prise en charge :

- pour 33 790 euros sur l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix.
- pour 8 781 euros sur l'état spécial du Territoire du Pays de Martigues.

Emet un avis favorable sur l'approbation de la convention d'objectifs à conclure avec le CDAD 13

Les crédits nécessaires sont inscrits dans la section de fonctionnement des Etats Spéciaux 2017 de chaque Conseil de Territoire concerné.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

Avis n° 2017-010

Attribution de subvention au profit de l'association SOS Femmes 13 - Année 2017

Rapporteur : Mme Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

SOS Femmes 13 est une association créée en 1976 œuvrant à la lutte contre les violences conjugales. Dans le cadre de ses missions, SOS Femmes 13 assure :

- Sur le Territoire du Pays d'Aix : La mise en œuvre des permanences d'accueil, d'écoute et d'accompagnement des femmes victimes de violence (Aix-en-Provence, Vitrolles, Pertuis, Gardanne, Bouc-Bel-Air) ; l'animation du réseau, sur cette thématique, des institutionnels et des professionnels du secteur social et de la

santé (Aix-en-Provence, Bouc-Bel-Air, Gardanne) ; la participation au protocole de lutte contre les violences conjugales mis en place par le Parquet d'Aix-en-Provence.

- Sur le Territoire du Pays de Martigues : La gestion d'une structure d'accueil, lieu d'écoute et d'accompagnement des victimes de violence conjugale (Port-de-Bouc), avec 8 places d'hébergement d'urgence.

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, SOS Femmes 13 sollicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2017 à hauteur de 44 000 euros.

Cette subvention, serait répartie comme suit :

- 32 000 euros pour le Territoire du Pays d'Aix
- 12 000 euros pour le Territoire du Pays de Martigues.

La dépense en résultant serait imputée sur l'état spécial de chaque Territoire concerné, qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'avis de la commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations en date du 27 février 2017 ;
- L'avis de la Commission Développement Territorial, Logement, Centres Anciens, Contrat de Ville du 20 mars 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la volonté politique de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations dans le domaine de l'accès au droit et de l'aide et l'accompagnement des victimes qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique en matière de prévention de la délinquance.

Emet un avis favorable sur l'attribution à l'association SOS Femmes 13 une subvention d'un montant total de 44 000 euros. Celle-ci est prise en charge :

- pour 32 000 euros sur l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix.
- pour 12 000 euros sur l'état spécial du Territoire du Pays de Martigues.

Emet un avis favorable sur l'approbation de la convention d'objectifs ci-annexée à conclure avec l'association SOS Femmes 13.

Les crédits nécessaires sont inscrits dans la section de fonctionnement des Etats Spéciaux 2017 de chaque Conseil de Territoire concerné.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

Avis n° 2017-011

Présentation du Plan Métropolitain de Prévention de la radicalisation à annexer au Contrat de Ville Métropolitain

Rapporteur : Mme Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant:

Dans le cadre de la prévention de la radicalisation, la circulaire conjointe du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports du 2 décembre 2015 sur les orientations en matière de prévention de la radicalisation prévoit de favoriser les articulations les plus opérationnelles entre les cellules de suivi des Préfet et les instances de pilotage de la politique de la ville et de prévention de la délinquance, en fonction des contextes locaux. Cette disposition a été par la suite complétée par, la circulaire d'orientation du Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports du 21 janvier 2016, précisant que chaque contrat de ville sera complété en 2016 par un plan d'actions sur la prévention de la radicalisation, qui en constituera une annexe.

Cette annexe a vocation à définir un plan d'actions partenarial entre l'Etat, les Collectivités Territoriales et les associations engagées dans la politique de la ville. Ainsi, le pilotage territorial de la politique de prévention de la radicalisation appartient au Préfet

de Police auquel les collectivités et les associations peuvent apporter leur concours.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, selon l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière "*d'élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville, programmation d'actions définies dans le contrat de ville, animation et coordination des dispositifs locaux de prévention de la délinquance*".

A ce titre, il lui appartient d'élaborer, en partenariat avec l'Etat et les collectivités concernées, un Plan Métropolitain de Prévention de la Radicalisation qui sera annexé au Contrat de Ville Métropolitain.

L'élaboration de ce plan s'appuie sur la circulaire du Premier Ministre du 13 mai 2016 relative à la prévention de la radicalisation en reprenant notamment les documents qui y sont joints, dont le "*Guide Interministériel de Prévention de la Radicalisation*" de mars 2016 et le "*Cadre de référence du plan d'actions de prévention de la radicalisation à annexer au contrat de ville*" d'avril 2016.

Par ailleurs, ce plan s'organise autour des actions suivantes :

Les actions relevant de prévention primaire, générale et collective qui interviennent en amont et mobilisent des politiques publiques ou dispositifs qui n'ont pas pour finalité première de lutter contre la radicalisation mais qui peuvent y concourir ;

Les actions relevant de la prévention secondaire qui viennent en appui par des actions collectives des solutions individuelles proposées aux personnes repérées comme en voie ou en situation de radicalisation ;

Les actions de formation des professionnels et de sensibilisation du public.

Il résulte par ailleurs de la confrontation d'un diagnostic qui a vocation à décrire la situation d'un territoire en termes de dérives radicales à un état des lieux qui consiste à recenser tous les acteurs et dispositifs susceptibles d'être mobilisés.

Ses priorités sont dégagées à partir des besoins non couverts par les dispositifs existants tels que recensés par l'état des lieux.

Le mode de gouvernance préconise la création d'un comité de pilotage présidé par le Préfet de Police et composé d'élus des collectivités territoriales, des Procureurs de la République et de représentants des services de l'Etat qui constituera l'instance stratégique de suivi et d'évaluation du plan métropolitain. Il sera assisté d'un comité technique qui aura pour mission de veiller à la mise en œuvre opérationnelle.

Des référents opérationnels de la Métropole seront désignés et coordonneront les partenariats institutionnels et associatifs des dispositifs politiques de la ville et des dispositifs locaux de prévention de la délinquance à l'échelle des communes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la Prévention de la Délinquance ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La loi n° 2014-1353 du 13 novembre 2014 renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme ;
- La loi n° 2016-731 du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale ;
- Le décret n°2007-1126 du 23 juillet 2007 relatif au Conseil Local et au Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et au plan de prévention de la délinquance dans le Département ;
- La circulaire interministérielle du 8 juillet 2011 Orientations pour la prévention de la délinquance,
- La circulaire du 15 octobre 2014 sur les modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville ;
- La circulaire du 19 février 2015 sur les cellules de suivi pour la prévention de la radicalisation dans chaque département ;
- La circulaire du 2 décembre 2015 du ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports et du ministère de l'intérieur destinée aux Préfets et relative aux orientations en faveur de la prévention de la radicalisation ;
- La circulaire d'orientation du Ministre de la ville, de la jeunesse et des sports du 21 janvier 2016 - Orientation de la Politique de la Ville 2016 ;
- la circulaire du Premier Ministre du 13 mai 2016 relative à la prévention de la radicalisation ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, conformément à l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, sans préjudice de l'article L.5217-2, exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L.5218-1 du présent Code. Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole Aix-

Marseille-Provence de se prononcer sur l'approbation de ce plan.

Emet un avis favorable sur l'approbation du Plan Métropolitain de Prévention de la Radicalisation à intégrer au Contrat de Ville Métropolitain.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

ECONOMIE, NOUVELLES TECHNOLOGIES, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Avis n° 2017-012

Attribution de subvention au profit de l'association COSENS – Année 2017

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

COSENS (anciennement ADIJE - Association pour le Droit à l'Initiative des Jeunes Entrepreneurs) est un incubateur d'entreprises créé et développé en 1998 par des entrepreneurs marseillais.

COSENS développe un écosystème favorable à la création et au développement d'entreprises responsables organisé autour de 3 pôles : couveuse, formation et co-working.

COSENS permet, dans le cadre d'un projet de création d'entreprise, de tester la viabilité économique de son projet et ses capacités au métier d'entrepreneur tout en conservant ses droits sociaux (assurance chômage et sécurité sociale des salariés).

En complémentarité de la couveuse, COSENS dispose d'un véritable pôle formation ouvert à tous les entrepreneurs (y compris ceux non hébergés en couveuse) en amont et en aval de la création de leur entreprise.

De plus, COSENS s'est doté récemment d'un espace de co-working afin de répondre aux besoins des entrepreneurs en matière d'hébergement physique ponctuel de leurs activités.

COSENS est présent sur le Territoire du Pays d'Aix, sur le Territoire du Pays Salonais, sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile et sur le Territoire du Pays de Martigues.

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, COSENS sollicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2017 à hauteur de 37 000 €.

Cette subvention, serait répartie comme suit :

- 18 000 euros pour le Territoire du Pays d'Aix
- 8 000 euros pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile
- 6 000 euros pour Territoire du Pays Salonais

- 5 000 euros pour le Territoire du Pays de Martigues.

La dépense en résultant serait imputée sur l'état spécial de chaque Territoire concerné, qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations en date du 27 février 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la volonté politique de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Emet un avis favorable sur l'attribution à l'association COSENS une subvention d'un montant total de 37 000 euros. Celle-ci est prise en charge :

- pour 18 000 euros sur l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix
- pour 8 000 euros sur l'état spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile
- pour 6 000 euros sur l'état spécial du Territoire du Pays Salonais
- pour 5 000 euros sur l'état spécial du Territoire du Pays de Martigues.

Emet un avis favorable sur l'approbation de la convention d'objectifs à conclure avec l'association COSENS.

Les crédits nécessaires sont inscrits dans la section de fonctionnement des Etats Spéciaux 2017 de chaque Conseil de Territoire concerné.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

TRANSPORTS, DEPLACEMENTS ET ACCESSIBILITE

Avis n° 2017-013

Approbation de la Charte du Label Autopartage de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Rapporteur : M. Henri CAMBESSÉDÈS

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les caractéristiques du territoire ont favorisé un développement urbain selon un processus de diffusion résidentiel et économique, encouragé par le développement du réseau routier et autoroutier. La Métropole Aix-Marseille-Provence se caractérise ainsi par un polycentrisme, organisé autour de multiples pôles de vie qui génèrent d'importants flux de mobilités sur l'ensemble de son territoire. La très forte dépendance à l'automobile, constatée, implique d'apporter des réponses spécifiques en termes de mobilité.

Parmi l'ensemble des actions inscrites à l'Agenda figure le développement de l'autopartage. Ce dernier permet d'offrir à la population des réponses pertinentes à ses besoins diversifiés de déplacements. En effet, si l'objectif de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine est de limiter la place de la voiture au profit des autres modes de déplacements (transports en commun, vélo...), cette dernière conserve son utilité sur certains trajets. C'est pourquoi il convient d'avoir une approche différente dans l'usage qui est fait de la voiture pour les mobilités quotidiennes. L'autopartage peut ainsi permettre une démotorisation des ménages grâce à l'abandon ou la non acquisition d'un véhicule. L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine fixe comme objectif le déploiement de 1000 véhicules électriques en autopartage répartis sur 25 communes. Il s'agit de mailler progressivement les principaux centres villes et pôle d'échanges multimodaux du territoire.

L'autopartage est un service de location de véhicules de courte durée, disponible 24h/24h, 7j/7j et accessible moyennant un abonnement, permettant de satisfaire des déplacements de courte durée et occasionnels. Il est destiné aux particuliers, aux entreprises et aux administrations.

Ce service peut plus particulièrement concerner :

- les ménages multimotorisés, dont la deuxième ou troisième voiture sert peu et qui ont un intérêt économique à utiliser l'autopartage ;
- les professionnels, entreprises, administrations, associations, en remplacement partiel ou total de leur flotte de véhicules ;

- les habitants des quartiers périphériques peu desservis par les transports en commun qui ont besoin d'effectuer un déplacement occasionnel et ponctuel (premier et dernier kilomètres) ;
- les habitants motorisés des quartiers denses, où les contraintes de stationnement sont importantes ;
- les usagers non motorisés, usagers des transports en commun ayant besoin d'un véhicule pour certains déplacements ponctuels.

Pour la Métropole, l'autopartage présente des enjeux importants et représente un outil de régulation de l'usage de l'automobile.

Conformément au Plan de Protection de l'Atmosphère arrêté le 17 mai 2013 qui vise une réduction de 10% des émissions de Nox, PM10 et PM2 sur le territoire des Bouches-du-Rhône, la Métropole souhaite encourager les systèmes d'autopartage.

La Métropole souhaite également promouvoir et encourager le développement de l'électromobilité et les mobilités propres ; l'autopartage représente un bon vecteur de diffusion de ces mobilités plus respectueuses de l'environnement.

Le label autopartage métropolitain est adossé à des exigences de services auxquelles les opérateurs devront répondre comme la mise en œuvre d'abonnements, d'une tarification adaptée, la mise à disposition de véhicules 24h/24 et 7j/7 et la création de stations d'autopartage spécifiques et aussi des obligations décrites dans la charte annexée au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ; Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2012-280 du 28 février 2012, modifié par le décret n° 2012-1196 du 26 octobre 2012 relatif au label autopartage ;
- L'article 52 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles, dite MAPTAM, a modifié la notion d'autopartage, définie par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite Grenelle II ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé le 15 décembre 2016

Emet un avis favorable sur l'approbation de la charte du label Autopartage métropolitain.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

EMPLOI, FORMATION PROFESSIONNELLE, INSERTION

Avis n° 2017-014

Approbation d'une convention de partenariat avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône relative à la mise en œuvre de la clause d'insertion sociale dans les marchés publics du Département

Rapporteur : Mme Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône s'engage à utiliser le levier de la commande publique en faveur de l'insertion de publics éloignés de l'emploi, dans le cadre d'une convention de partenariat qui va permettre, grâce à la commande publique du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône de générer des heures de travail réservées à un public en parcours d'insertion.

En effet, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône mène, dans le cadre du développement durable, une politique de promotion des achats éco et socio responsables, qui se traduit notamment par une volonté de développement des clauses sociales dans les marchés publics, qui constitue une opportunité d'insertion professionnelle pour des publics en difficulté.

À cette fin, le Conseil Départemental a répertorié au sein des territoires du Pays d'Aix, du Pays d'Aubagne et de l'Étoile et du Pays de Martigues de la Métropole Aix-Marseille-Provence des agents gestionnaires de clauses sociales, dits « facilitateurs » afin de faire le lien de façon cohérente entre l'acheteur public, représenté par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les entreprises titulaires et les personnes durablement éloignées du marché du travail.

La présente convention n'entraîne pour la Métropole Aix-Marseille-Provence aucun engagement financier. Il s'agit de mobiliser le public demandeur d'emploi et connaissant des difficultés d'insertion sociale et professionnelle de ces trois territoires de la Métropole dotés de postes de facilitateurs, de manière à favoriser la construction de parcours

d'insertion et l'accès à l'emploi des personnes qui en sont éloignées.

La signature de cette convention, conclue pour une période de trois ans, constitue une possibilité supplémentaire pour les habitants des trois territoires concernés d'accéder à l'emploi et notamment pour les personnes en accompagnement renforcé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Emet un avis favorable sur l'approbation de la convention de partenariat entre le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la mise en œuvre de la clause sociale dans les marchés publics du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône.

Cette convention de partenariat est sans incidence financière.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

Avis sur les rapports présentés sur auto-saisine du Président du Conseil de Territoire

FINANCES ET ADMINISTRATION GENERALE

Avis n° 2017-015

Recrutement d'agents vacataires pour animer des ateliers pendant les manifestations « l'objet du mois » et « l'agora des savoirs » sur le site archéologique de Saint-Blaise.

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la politique de développement de l'archéologie en faveur des habitants du Territoire du Pays de Martigues, le Site de Saint Blaise organise plusieurs manifestations nécessitant le recours à des intervenants spécialisés dans le domaine de l'archéologie : « l'objet du mois » et « l'agora des savoirs ».

En ce qui concerne, la première manifestation intitulé « l'objet du mois », celle-ci se tiendra le 29 avril 2017 et 27 mai 2017 sur le Site de Saint-Blaise.

Le programme est identique pour les 2 journées, il s'agit de la présentation au public d'un objet découvert sur le Site Archéologique par des spécialistes dans le domaine de l'archéologie.

Compte tenu du caractère spécifique et ponctuel de ces interventions, présentées par des conférenciers diplômés, il convient de procéder au recrutement de deux agents vacataires pour animer ces manifestations qui auront lieu le 29 avril 2017 et 27 mai 2017.

En ce qui concerne, la deuxième manifestation, intitulé « l'agora des savoirs », celle-ci se tiendra le 12 et 13 mai 2017 sur le Site de Saint-Blaise, il s'agit de journées axées sur la découverte, l'expérimentation et des conférences.

Compte tenu du caractère spécifique de ces ateliers pédagogiques animés par une personne diplômée en anthropologie, il convient de recruter un agent vacataire pour le week-end de « l'agora des savoirs ».

La rémunération de ces interventions, est fixée sur la base d'un forfait brut de 370 euros la journée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 001-003/16/CM du Conseil de la Métropole en date du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole ;
- La délibération n°HN 157-28/04/16 CM du Conseil de la Métropole en date du 28 avril 2016 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-Les-Remparts ;
- L'avis de la Commission Finances et Administration Générale de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 23 mars 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Emet un avis favorable sur l'approbation du recrutement de deux agents vacataires pour l'animation de la manifestation « objet du mois » devant se dérouler sur 2 journées : 29 avril 2017 et 27 mai 2017.

Emet un avis favorable sur l'approbation du recrutement d'un agent vacataire pour l'animation de la manifestation « l'agora des savoirs » devant se dérouler sur 2 journées, le 12 et 13 mai 2017.

Pour l'accomplissement de ces missions, la rémunération s'établit sous la forme de vacances fixées sur la base d'un forfait brut de 370 euros la journée, rémunérée sur la base d'un état de présence après service fait.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, chapitre 012, nature 64131.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

MER, LITTORAL ET PORTS, PROTECTION ET MISE EN VALEUR DES ESPACES MARITIMES ET NATURELS

Avis n° 2017-016

Extension du périmètre du Contrat de Baie de la métropole marseillaise au territoire dit "Golfe de Fos"

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Un territoire de Contrat de Milieu est défini à l'échelle d'un territoire hydrographique cohérent s'étendant sur une ou plusieurs masses d'eau délimitées par le Schéma Directeur d'Aménagement de Gestion des Eaux (SDAGE) dans le cadre d'une approche de bassin versant, conformément à la circulaire du 5 février 1981, relative à la mise en œuvre des contrats de milieux. Il permet d'atteindre les objectifs du SDAGE, grâce à la mise en œuvre d'un programme d'actions de restauration et de gestion des milieux aquatiques.

Le Contrat de Baie de la Métropole Marseillaise est issu d'une démarche initiée en 2011, par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et par la Ville de Marseille.

Après avoir obtenu l'avis favorable du Comité d'Agrément du Bassin Rhône Méditerranée en octobre 2012, le Comité de Baie, instance de pilotage du Contrat, a été créé par arrêté préfectoral du

17 décembre 2013. Ce Comité approuve les orientations fondamentales du Contrat et veille à la mise en œuvre des actions et opérations qui y sont inscrites. Suite à la création de la Métropole Aix-

Marseille-Provence, la composition du Comité a été modifiée par arrêté préfectoral du 6 avril 2016.

Le Contrat de baie de la métropole marseillaise concerne un territoire allant de la commune de Saint-Cyr-sur-Mer à l'est, à la commune de Martigues à l'ouest, soit un linéaire côtier d'environ 130 km. En effet, conformément au découpage de la Directive Cadre sur l'Eau, le Contrat de baie concerne, pour sa partie marine, 6 masses d'eau côtières. Il concerne également 11 cours d'eau ou portions de cours d'eau dont l'Huveaune et les ruisseaux des Aigalades et du Dégoûtant. 39 communes sont concernées et 7 d'entre elles sont situées dans le département du Var.

A l'extrémité Ouest de la Métropole, le golfe de Fos s'étend depuis la commune de Martigues jusqu'à celle de Port-Saint-Louis-du-Rhône, impliquant les Conseils de Territoire Istres Ouest Provence et du Pays de Martigues, soit un linéaire de 40 km.

Face aux enjeux de développement économique liés à la pêche, à l'aquaculture et aux activités industrielo-portuaires, de maintien des usages récréatifs (plaisance, baignade, sports nautiques...) et de préservation de la biodiversité sur les territoires maritimes et littoraux, la nécessité d'établir un contrat de milieu pour le Golfe de Fos s'impose et répond aux attentes de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée, inscrites dans le programme de mesures du SDAGE pour cette masse d'eau.

Les enjeux sociaux, économiques et environnementaux sont particulièrement forts: par-delà un espace urbain contrasté de villes et de villages, on note des pôles économiques de premier plan avec la Zone Industriale-Portuaire de Fos, la plate-forme industrielle de Lavéra et Ponteau, le Pôle Mer et Nautisme de Port-Saint-Louis-du-Rhône. De nombreuses activités économiques se développent dans les domaines de l'écologie industrielle portées notamment par le Projet PIICTO, les énergies renouvelables, la cotraitance industrielle, la logistique et les services, mais également les métiers de la mer et de la conchyliculture.

Le territoire concerné par le bassin versant dispose d'espaces naturels remarquables, dont certains sont dotés de Contrat de milieu : Contrat de delta de Camargue, Contrat de canal du Comtat à la mer, Contrat de nappe de Crau, Contrat d'étang pour l'étang de Berre ainsi que le Parc naturel de Camargue et les sites Natura 2000.

Enfin, le golfe de Fos est un lieu propice aux très nombreux loisirs, à la fois terrestres et maritimes, indispensables à la vie locale et au rayonnement touristique.

Une étude innovante réalisée en 2012-2013, le programme AIGRETTE (Approche Intégrée de Gestion des Risques Environnementaux sur les Territoires) a démontré la fragilité du golfe de Fos et sa nature d'exutoire à de nombreuses pollutions. Cette vulnérabilité a également été soulignée par le diagnostic préalable au Plan Climat Air Énergie Territorial réalisé à l'échelle du SCOT Étang de Berre.

À l'étude des enjeux qui déterminent le devenir de ce territoire, à la nécessité de favoriser le développement économique, tout en préservant le

bien-vivre des populations et dans l'objectif de préserver un environnement de grande qualité, les Conseils de Territoire de Martigues et Istres Ouest Provence ont émis le souhait d'entrer dans cette démarche. Aussi, conformément à la délibération 20015-14 du comité d'agrément du 12 juin 2015, la Métropole prend acte de cette demande et propose, d'engager l'extension du Contrat de Baie sur l'ensemble du littoral métropolitain.

Aussi, au regard de la spécificité des enjeux liés au golfe de Fos, une commission de travail dédiée sera créée dans le cadre du Comité de Baie et permettra de réaliser les études préalables nécessaires à l'extension du Contrat, en associant les élus, les personnalités qualifiées du golfe, les services de l'Etat, de la Région, du Département et l'Agence de l'Eau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2015-14 du 12 juin 2015 du Comité d'Agrément du bassin Rhône-Méditerranée en octobre 2012, portant création du Contrat de Baie de Marseille ;
- L'arrêté inter-préfectoral du 17 décembre 2013 portant création du Comité de Baie, instance de pilotage du Contrat, dont la composition a été modifiée par l'arrêté inter-préfectoral du 6 avril 2016 suite à la création de la Métropole ;
- La délibération n°63/16 du 9 décembre 2016 du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, de proposition d'extension du Contrat de Baie de la Métropole au territoire du Golfe de Fos, portant sur le périmètre des Conseils de Territoire Istres-Ouest Provence et Pays de Martigues
- Le vœu du 12 décembre 2016 du Conseil de Territoire du Pays de Martigues sur l'extension du périmètre du Contrat de baie de Marseille sur le littoral des communes de Port-Saint-Louis-du-Rhône, Fos-sur-Mer, Port-de-Bouc et Martigues afin d'étendre la démarche de contrat de milieu au golfe de Fos

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un Contrat de Baie pour le littoral allant de Saint-Cyr-sur-Mer à Martigues, dit Contrat de Baie de la métropole marseillaise, lequel a fait l'objet d'un agrément du Comité de Bassin Rhône Méditerranée ;
- Que le Comité d'agrément du Bassin Rhône Méditerranée a demandé à la Métropole, dans sa délibération susmentionnée, « d'étudier l'élargissement du Contrat à l'ensemble du périmètre de la Métropole (golfe de Fos notamment) »
- Que le territoire du golfe de Fos, qui fait partie intégrante des Conseils de Territoire d'Istres Ouest Provence et du Pays de Martigues n'est couvert en propre par aucun contrat de milieu ;
- Que les Conseils de Territoire concernés ont exprimé par les délibérations sus mentionnées, leur souhait de voir se concrétiser l'extension du Contrat de Baie au périmètre du golfe de Fos, afin de favoriser la préservation et la restauration de la qualité écologique des milieux littoraux et côtiers, de préserver et de réduire les pollutions en mer, d'améliorer la qualité des eaux de baignade et enfin d'organiser la gouvernance du littoral, de sensibiliser la population, les usagers et acteurs du littoral ;

Emet un avis favorable sur l'approbation de la démarche d'extension du Contrat de Baie de la métropole marseillaise au territoire dit « Golfe de Fos », qui recouvre le littoral et les masses d'eaux côtières depuis la commune de Martigues jusqu'à celle de Port-Saint-Louis-du-Rhône, ainsi qu'aux communes concernées par le bassin versant rattaché au littoral précité.

Emet un avis favorable sur la sollicitation des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, l'ADEME, l'Agence de l'Eau, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille Provence ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution et à signer tout document y afférent pour l'extension du Contrat de Baie.

Autorise Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS SOUS RÉSERVE que des instances locales soient mises en place au minimum consultatives où chaque maire concerné pourra être attentif à ce que les particularités locales soient préservées

Décisions prises par le Président par délégation de pouvoir du Conseil de Territoire

Décision n°2017-006 - Approbation et signature de la convention de gestion cynégétique sur les sites Collines de Cadéraou-Figuerolles et une partie de Citis-Pourra, propriétés du Conservatoire du Littoral

Décision n°2017-007 - GRETA OUEST 13 - Approbation et signature de la convention relative à

la mise à disposition des locaux de la Maison de la Formation et de la Jeunesse

Décision n°2017-008 - Association Sud Conseils- Approbation et signature de la convention relative à la mise à disposition des locaux de la Maison de la Formation et de la Jeunesse

Décision n°2017-009 - Approbation et signature de la convention relative à la mise à disposition d'un aquarium dans le hall de l'Hôtel de l'Agglomération